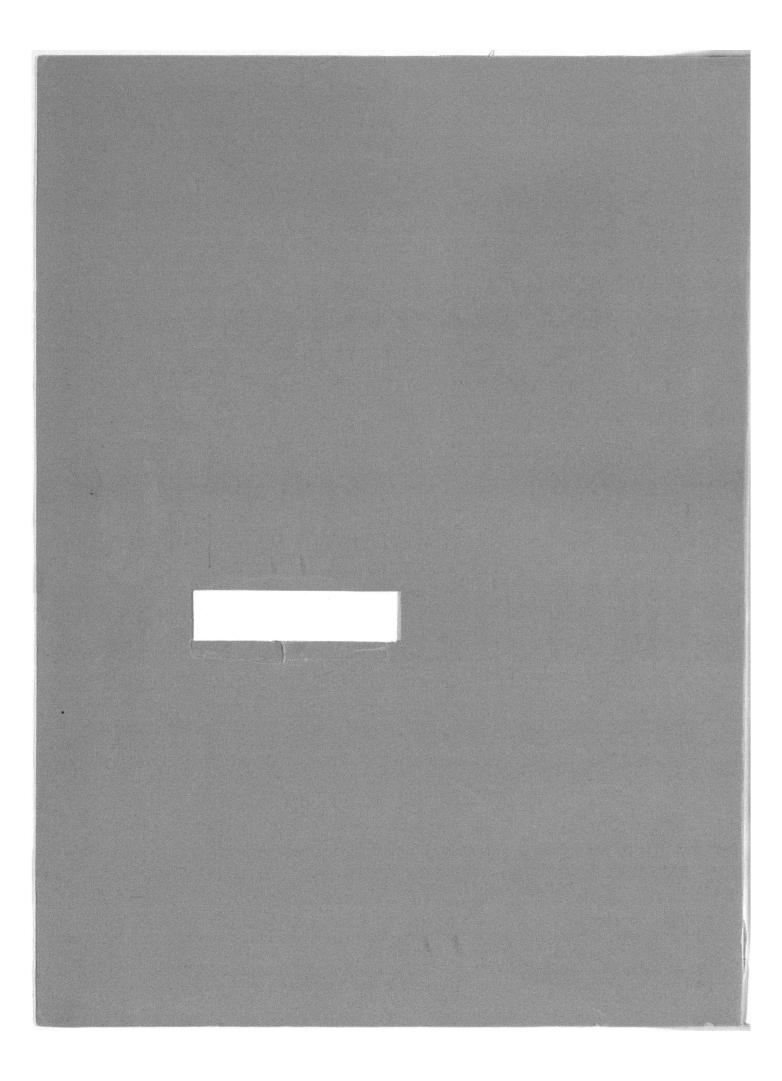
MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE

DE RECHERCHES
ET D'ÉTUDES HISTORIQUES
DE LA SECONDE
GUERRE MONDIALE

BULLETIN

n° 7 décembre 1976



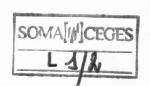


Ministère de l'Education nationale et de la Culture française Ministère de l'Education nationale et de la Culture néerlandaise

BULLETIN

n° 7 décembre 1976

CENTRE DE RECHERCHES ET D'ETUDES HISTORIQUES DE LA SECONDE GUERRE MONDIALE Bruxelles





SOMMAIRE

ACTIVITES DU CENTRE

A. Co	mité scientifique – Relations extérieures – Enquêtes et recherches				
	1. Comité scientifique	1 0 32 34 34			
B. Ar	chives - Bibliothèque - Collections				
	1. Archives	36			
C. Publications et conférences					
	 Publications du Centre	43 44 45 46			
CHRO	NIQUE				
	Les prisonniers de guerre belges 1940-1945. Emissions de la R.T.B. des 17 et 24 octobre 1975	47			
NOTE	S DE LECTURE				
	Cours clandestins 1941-1944, U.L.B. Faculté des sciences	53			
	J. Crokaert, Sur les routes de l'exode	53			
	N. Deconinck, Le Renaisis pendant la Seconde Guerre mondiale	54			
	Droit de réponse	55			
	J. de Launay, Hitler en Belgique	57			
	R.Lallemant, Rendez-vous d'un jour	60			
	A. Leens, Bibliographie sur la campagne des dix-huit jours (10-28 mai 1940)	61			
	La Libération du Nord et du Pas de Calais. Actes du colloque de Lille	6			

	W. Meyers e.a., Hoe België Wereldoorlog II overleefde!	63
	J. Oth, Le courrier des prisonniers de guerre belges en 1940- 1945 · · · · · · · · · · · · · · · · · · ·	65
	Les Pays-Bas français - De Franse Nederlanden, Annuaire 1976 - Jaarboek 1976	65
	R. Poulet, Ce n'est pas une vie	67
	G.Provoost, Vlaanderen en het militair-politiek beleid in België tussen de twee wereldoorlogen, Het frans-belgisch militair akkoord van 1920	67
	Rémy, Le 18ème jour - La tragédie du Léopold III, roi des Belges	69
	D.Rochette & JM. Vanhamme, Les Belges à Buchenwald et dans ses kommandos extérieurs	71
	Z.M. Stryjecki, Podchorazy, wojna i ślepy los	72
	D. Smets & J. Rens, Historique du Centre syndical belge à Londres 1941-1944	72
	M. Van den Wijngaert, Het Beleid van het Comité van de Secretarissen-generaal in België tijdens de Duitse Bezetting 1940-1944	73
	M. Van den Wijngaert, Ontstaan en stichting van de CVP-PSC	74
	R. Van Doorslaer, De Kommunistische Partij van België en het Sovjet-Duits niet-aanvalspakt tussen augustus 1939 en juli 1941 • •	75
	E. Verhoeyen, L'extrême-droite en Belgique	77
	C. Vlaemynck, De Meidagen van 1940 · · · · · · · · · · · · · · · · · · ·	79
	F.H. Ziegler, The Story of 609 Squadron - Under the White Rose	79
DONS		81

A. Massart, Historique du 12ème Bataillon de Fusiliers

ACTIVITES DU CENTRE

A. COMITE SCIENTIFIQUE - RELATIONS EXTERIEURES -

ENQUETES ET RECHERCHES

1. Comité scientifique

a) Composition

A la suite du décès de M. Hubert Halin, mort en 1974, et de la démission l'année dernière de M. le Professeur Lode Wils, MM. les Ministres de l'Education nationale ont pourvu à leur remplacement au sein du Comité scientifique en nommant respectivement M. le Professeur Edouard Franckx et M. le Professeur Emiel Lamberts.

En conséquence, font maintenant partie du Comité scientifique :

- 1°) Présidents : Messieurs les Ministres de l'Education nationale
- 2°) Membres ayant voix délibérative :
 - a. représentants des associations patriotiques :

Monsieur André ALERS Brugmannlaan, 499 – bus 7

1180 BRUSSEL

Monsieur Eugène DEDOYARD Avenue Général Jacques, 36

1400 NIVELLES

Monsieur le Préfet Edouard DEJEAN Rue de Savoie, 41

1060 BRUXELLES

Mademoiselle Louise de LANDSHEERE Avenue Brugmann, 298

1180 BRUXELLES

Monsieur le Professeur Edouard FRANCKX Avenue des Gaulois, 3

1040 BRUXELLES

Monsieur Marcel LOUETTE Jan Van Rijkswijklaan, 194a-bus 3

2020 ANTWERPEN

Monsieur Albert REGIBEAU Le Chalet – chemin Rabosée, 89

4510 SAIVE

Monsieur Carlo SEGERS Ter Rivierenlaan, 10 - bus 13

2100 DEURNE

Monsieur Luc SOMERHAUSEN Avenue des Phalènes, 5

1050 BRUXELLES

Monsieur Daniel VERCAUTEREN Liebrechtlaan, 60 - bus 5

1090 BRUSSEL

b. spécialistes de l'histoire contemporaine :

Monsieur le Professeur John BARTIER Rue Rodenbach, 143

1180 BRUXELLES

Monsieur le Professeur J.L. CHARLES c/o Koninklijke Militaire School Renaissancelaan, 30

1040 BRUSSEL

Monsieur le Professeur Jan CRAEYBECKX Chemin du Grand Galop, 4

1328 OHAIN

Monsieur le Professeur Léon-E. HALKIN Rue du Péry, 41

4000 LIEGE

Monsieur le Professeur Emiel LAMBERTS Spaanse Burchtlaan, 30

3040 KORBEEK-LO

Monsieur le Professeur Jacques LORY Avenue du Duc Jean, 21 - bte 11

1080 BRUXELLES

Monsieur le Professeur Théo LUYKX Laneaustraat, 12

1020 BRUSSEL

Monsieur le Professeur Jacques WILLEQUET Avenue F.D. Roosevelt, 82

1050 BRUXELLES

Monsieur l'Inspecteur Herman CORIJN Juliaan De Vriendstraat, 18

2510 OUDE-GOD

Monsieur l'Inspecteur R. VAN SANTBERGEN Rue du Château Massart, 56

4000 LIEGE

c. l'archiviste général du Royaume :

Monsieur Carlos WYFFELS Archives générales du Royaume, Rue de Ruysbroeck, 2-6

1000 BRUXELLES

d. le directeur du Centre :

Monsieur Jean VANWELKENHUYZEN Avenue P. Vanden Thoren, 36

1160 BRUXELLES

3°) Membres ayant voix consultative:

Délégué du ministre de la

Défense nationale :

Monsieur le Colonel B.E.M.

A. MASSART

Chef du Centre de Documentation

historique de l'Armée,

Parc du Cinquantenaire, 1 A

1040 BRUXELLES

Délégué du ministre de la

Justice:

Monsieur J. VAN HOEYLANDT

Volhardingsstraat, 74

2000 ANTWERPEN

Délégué du ministre de

l'Intérieur :

Monsieur M.-P. HERREMANS Conseiller à l'Administration

centrale,

Ministère de l'Intérieur,

Rue de Louvain, 1

1000 BRUXELLES

Délégué du ministre de la

Santé publique :

Monsieur Laurent GHYS Kruisvaartenstraat, 3

1000 BRUSSEL

b) Réunions

Depuis la parution du précédent Bulletin, le Comité scientifique s'est réuni deux fois, le 30 avril et le 18 juin 1976. Le Comité s'est penché sur les problèmes d'organisation du Centre. Par ailleurs, il fut décidé que deux chercheurs participeraient aux débats du Comité avec voix consultative.

2. Bureau

a) Composition

Un nouveau Bureau a été élu à la suite de l'expiration du mandat quadriennal le 16 avril 1976. Il se présente comme suit :

Messieurs

A. Régibeau

L. Somerhausen

D. Vercauteren

Les Professeurs

H. Corijn

E. Lamberts J. Willequet

L'archiviste général C. Wyffels

Le directeur

J. Vanwelkenhuyzen.

b) Réunions

Depuis la parution du dernier Bulletin, le Bureau du Comité scientifique s'est réuni à quatre reprises, le 4, le 11, le 25 juin et le 8 septembre 1976.

3. Personnel scientifique - Composition

En raison du départ de plusieurs chercheurs (MM. André Cordewiener, Henri Fassbender, Jean Gallant, Wouter Steenhaut, Maurice Van de Steen) et de leur remplacement momentanément partiel, le personnel scientifique se compose actuellement de la façon suivante :

Directeur:

Monsieur Jean VANWELKENHUYZEN

Avenue Paul Vanden Thoren, 36

1160 BRUXELLES

Chercheurs:

Monsieur Alain DANTOING

(Attaché)

Rue de Villers, 65

1475 **BAISY-THY**

Monsieur Jean DUJARDIN

(Assistant)

Rue du Bois Marie, 1

5200 HUY

Monsieur José GOTOVITCH

(Assistant)

Rue Henri Maubel, 52 1190 BRUXELLES

Monsieur Luk KONGS

(Attaché)

Van Hulthemstraat, 23

9000 GENT Monsieur Willem MEYERS (Assistant) Huidevetterijstraat, 26

1080 BRUSSEL

Monsieur François SELLESLAGH (Assistant) Kerkstraat, 200

1851 HUMBEEL

Monsieur Jan REYNAERS (Attaché) Tolstoïlaan, 8 1070 BRUSSEL

4. Relations avec l'étranger

a) Le congrès international de San Francisco (août 1975)

Du 22 au 29 août 1975 s'est tenu à San Francisco le XIVème Congrès international des sciences historiques. Ces grandes assises quinquennales ont réuni des historiens venus de soixante pays différents. Il s'en est fallu pourtant de beaucoup qu'elles rassemblent les foules de Moscou en 1970. Au quartier général du congrès, installé à l'hôtel Fairmont, sur les hauteurs de Nob Hill, il y a eu très précisément 1455 inscrits. Qu'il y ait eu moins de monde que cinq ans auparavant s'explique dans une large mesure par l'éloignement de San Francisco pour les Européens. D'un autre côté, le nombre ne fait pas nécessairement la qualité.

Le C.I.S.H. est toujours un événement. C'est aussi une immense machine qui pose d'énormes problèmes d'organisation. Chaque jour, matin et après-midi, il y avait simultanément toute une série de séances à caser dans des salles différentes avec tout ce que cela suppose de services annexes pour la commodité des congressistes. Pour donner une idée de l'ampleur de cette manifestation, disons que le samedi 23 août, par exemple, il y a eu, en même temps, une quinzaine de sessions. Ce qu'il est convenu d'appeler les sections formait le noyau du congrès. Il y avait quatre sections. La première traitait des grands thèmes. Le 23 août, il y a été question de l'histoire et de la société; le lendemain, des droits de l'homme; puis, de la révolution, etc. Cet énoncé, au reste incomplet, montre la diversité des sujets traités au fil des jours au sein d'une seule section. Cette variété a tourné, pour la deuxième section, autour des problèmes de méthodologie. La troisième, pour sa part, a découpé l'histoire en grandes périodes chronologiques: Antiquité, Moyen Age, Temps modernes,

Epoque contemporaine. Elle s'est divisée en autant de sous-sections et, pour l'histoire contemporaine, il a encore fallu subdiviser pour faire place à tout ce qui était au programme. Quant à la quatrième section, elle arecouvert les travaux des organisations internationales affiliées au Comité international des sciences historiques. Pour la seule journée du 23, cette gamme allait de l'Association internationale d'histoire du droitet des institutions à l'Institut panaméricain d'Histoire et de Géographie en passant notamment, par l'Association internationale pour les études byzantines sans oublier la Commission internationale pour les études slaves. Et, pour le 23 août, ce n'est pas tout. Aux réunions scientifiques, il convient d'ajouter les séances administratives. Elles constituent un aspect non-négligeable de ce genre de congrès qui rassemble des historiens venus de tous les points du globe et de tous les horizons. L'occasion est excellente pour débattre des projets à venir. C'est ainsi que, toujours le 23, la Commission internationale d'histoire militaire en a profité entre autres pour jeterles bases d'un colloque à Téhéran et pour procéder à un premier échange de vues sur les questions à traiter en 1980 lors du XVème C.I.S.H.

Dans ce cadre, le Comité international d'histoire de la Deuxième Guerre mondiale a patronné une journal d'étude organisée par l'American Committee on the History of the Second World War. Elle s'est tenue le mar-26 août, dans l'hôtel Stanford, Court, West Room. Présidée par M. Henri Michel, elle a eu pour thème Politique et stratégie dans la Seconde Guerre mondiale. Le président du Comité américain, le professeur Charles Delzell, a ouvert la séance. Après des paroles de bienvenue, il a souligné l'effort réalisé par les Etats-Unis en vue de faciliter les recherches des historiens. Environ 90 % des documents officiels ont été "déclassifiés", c'est-à-dire rendus accessibles. Et d'exprimer le voeu que les autres pays suivent l'exemple américain. Le président du Comité international, M. Henri Michel, a ensuite introduit les travaux.

Dans une première partie, le colloque a comporté l'exposé des grands rapports. Le Dr. Karl Drechsler a présenté le texte qu'il a composé avec ses collègues de la République démocratique d'Allemagne, les Drs. Olaf Groehler et Gerhart Hass, sur La politique et la stratégie de l'Allemagne hitlérienne pendant la Seconde Guerre mondiale. L'a suivi à la tribune, le professeur Andreas Hillgruber, de l'Université de Cologne, qui a entretenu l'assistance de La stratégie et la politique de Hitler pendant la Seconde Guerre mondiale. Le professeur Michael Howard, de l'Université d'Oxford, a parlé de Stratégie et politique dans la Seconde Guerre mondiale : le cas britannique. Le professeur Akira Fujiwara, de l'Université Hitotsubashi, de Tokyo, a lu son rapport Stratégie et politique du Japon pendant la Seconde Guerre mondiale. Le général Pavel Jiline, directeur de l'Institut d'histoire militaire, de Moscou, a traité de La politique et la stratégie de l'Union soviétique dans la Seconde Guerre mondiale. Le tour est venu alors des rapports américains. Le Dr. Forrest C. Poque, directeur du Dwight D. Eisenhower Institute for Historical Research, de Washington, a parlé de La politique et la formulation de la stratégie américaine dans la seconde guerre mondiale. Enfin, le professeur Charles B. Burdick a donné lecture du rapport préparé par le professeur Warren Kimball, de

la <u>Rutgers University</u>, de Newark N.J., et intitulé: <u>Le fantôme au grenier:</u> <u>L'Union soviétique en tant que facteur des plans anglo-américains formulés pendant les hostilités pour l'Allemagne d'après-guerre</u>. Bref, de solides plats de consistance.

La discussion se serait-elle développée en partant de ces rapports, le colloque se fût poursuivi sur une excellente lancée. Mais dans les assemblées largement internationales, il faut compter avec le désir de chaque pays d'être entendu. En soi, ce souci est compréhensible. Il conduit toutefois à des exposés fort inégaux en importance, en intérêt et en qualité. Des apports originaux et dès lors utiles se perdent, il faut bien le constater, dans beaucoup de verbiage. Le nombre excessif des communications finit au surplus par noyer le débat dans une profusion de perspectives. A dire vrai, il n'y a pas de véritable débat. Il y a plutôt surabondance de points de vue particuliers, couchés à l'avance noir sur blanc et lus en séance avec plus ou moins de talent. L'intervention orale, improvisée et brillante est l'exception. Cette observation ne signifie d'ailleurs pas que la seconde partie du colloque ait manqué d'intérêt. Elle a péché plutôt par excès de diversité. Un exposé imprévu en a parfois entraîné un autre. Ainsi, un historien militaire français de renom, le général Fernand Gambiez, a évoqué la neutralité belge de 1939-1940. L'auteur de ces lignes n'avait pas l'intention de prendre la parole. Il s'est senti obligé de le faire. Au pied levé, il a présenté le point de vue belge. C'était, pourtant, fort loin du thème central. Mais ces digressions sont inévitables. Elles répondent même, dans une certaine mesure, à une nécessité. L'important est, en effet, que chacun jouisse effectivement du droit de parole. Autrement, les assisses internationales cesseraient d'être de grandes occasions de rencontres et d'échanges de vues entre spécialistes. Ce qui se déroule à la tribune n'est pas toujours l'essentiel. Il serait d'ailleurs vain d'imaginer qu'un colloque limité à un jour permet d'épuiser une matière. Le président Henri Michel l'a très justement souligné dans ses conclusions. La plupart des rapporteurs n'ont examiné que les relations entre la politique et les opérations militaires. La stratégie, au sens large, a cependant mis en oeuvre, pendant la seconde guerre mondiale, des moyens moins classiques tels que la propagande, les menées subversives et la Résistance.

Le mercredi 27 août, le Comité international d'histoire de la Deuxième Guerre mondiale a tenu sa réunion quinquennale statutaire à l'hôtel Cartwright, dans la salle "The Gallery". Le président, M. Henri Michel a d'abord brossé un large tableau des activités du comité qui regroupe des représentants de 35 pays. Le trésorier, le Dr. Louis de Jong, a rendu compte de la situation financière. La discussion a porté ensuite sur l'adhésion du Mexique et de la Suisse. Il a fallu, ensuite, procéder à la constitution du Bureau pour les cinq années à venir. L'assemblée s'est entendue pour concilier la continuité et le changement. En effet, deux membres du Bureau avaient exprimé le souhait de ne pas voir leur mandat renouvelé: le trésorier, le Dr. de Jong, qui veut se consacrer à la rédaction de sa monumentale histoire Het Koninkrijk der Nederlanden in de Tweede Wereldoorlog, et le secrétaire général, le professeur Giorgio Rochat, appelé par les nécessités de sa carrière à s'éloigner de Milan. En outre, le problème se posait de rompre le caractère exclusivement européen du Bureau. Le président et les deux vice-présidents sortant, MM. Henri Michel, Pavel Jiline et Marjanovic ont

été réélus à l'unanimité. L'assemblée s'est prononcée avec le même ensemble en faveur d'un vice-président supplémentaire, le professeur Arthur L. Funk, l'actif secrétaire du Comité américain (1). Le Dr. Harry Paape a été choisipour succéder au Dr. Louis de Jong. La comptabilité du Comité n'a donc pas quitté Amsterdam. Quant au secrétariat général, il a été confié au directeur du Centre de recherches et d'études historiques de la Seconde Guerre mondiale, et fixé, par conséquent, à Bruxelles. Enfin, l'assemblée a débattu du thème qui sera traité sous l'égide du Comité international à l'occasion du XVème C.I.S.H. qui se tiendra en Roumanie au mois d'août 1980. Elle a retenu: La propagande pendant la guerre : ses moyens, ses méthodes, l'image de l'ennemi, ses résultats.

Il est juste de rendre hommage aux organisateurs du congrès de San Francisco. Dans l'ensemble, il a été un succès. Sans doute a-t-on pu relever des lacunes, comme l'absence d'une liste des participants. Mais il faut se rendre compte des difficultés surmontées. L'aide officielle a été très mesurée. Le grand rôle est revenu au mécénat et c'est aussi l'initiative privée qui a dû pourvoir à l'organisation. Les visites elles-mêmes ont été largement l'oeuvre de particuliers. A cet égard, il convient de signaler l'invitation adressée à tous les participants étrangers de passer une soirée dans une famille américaine. C'était original, intéressant et sympathique, en même temps que caractéristique.

J. V.

b) <u>Le colloque de la Fondation nationale des sciences politiques (décembre 1975)</u>

La Fondation nationale des sciences politiques, de Paris, présidée par M. François Goguel, a tenu au Reid-Hall, du 4 au 6 décembre 1975, un colloque sur <u>La France sous le Gouvernement Daladier d'avril</u> 1938 à septembre 1939.

Pour cette manifestation scientifique, la grande institution de la rue Saint-Guillaume a mis en oeuvre des moyens très importants. Les rapports ont été envoyés aux participants bien avant le colloque. Ils en ont reçu ainsi près d'une cinquantaine totalisant mille quatre cents pages!

Les sujets traités sont des plus divers. Ils relèvent de plusieurs domaines: I.- Les Français en 1938-1939; II.- Le poids des menaces extérieures; III.- Institutions et politique; IV.- La politique économique et sociale; V.- Les forces politiques et sociales; VI.- La vie politique et sociale en province. Chacun de ces aspects est représenté abondamment, sinon de manière exhaustive. Pour les Français en 1938-1939, citons: "Consom-

⁽¹⁾ Il a succédé, en décembre 1975, au professeur Delzell comme président de l'American Committee.

mation" et production cinématographique, La commémoration révolutionnaire en 1939, Système de valeurs et de références dans la presse féminine, Les anciens combattants et la célébration du 11 novembre 1938, "Consommation" et production théâtrale, La visite des souverains britanniques, Le pacifisme paysan, Quelques remarques sur le roman. Faute de pouvoir tout énumérer, donnons encore, à titre d'exemple, quelques titres inclus dans la rubrique <u>Institutions et politique</u>: Les élections législatives et sénatoriales partielles, La notion de tradition républicaine, La politique radiophonique, L'évolution de la politique gouvernementale et les problèmes institutionnels, La politique religieuse, L'éclatement du Front populaire. Et cette liste ne donne qu'un petit tiers de l'énoncé complet. Celui-ci comporte encore toute une gamme de sujets peut-être d'une moindre originalité mais ni moins intéressants ni moins bien traités.

L'ensemble de ces rapports a constitué la très riche introduction du colloque. Au cours de celui-ci, leurs auteurs n'ont eu ni à en donner lecture ni même à les résumer. Les participants étaient sensés les avoir lus. Ils formaient la base sur laquelle les débats se sont édifiés. Chaque séance a débuté par un exposé destiné à lancer la discussion. La première, le jeudi 4 décembre, a eu pour thème la politique gouvernementale. MM. Jean-Pierre Azéma et Serge Berstein ont introduit l'examen de ce grand chapitre en posant essentiellement une série de questions : Y a-t-il une inspiration politique dominante ou juxtaposition de politiques différentes ? Quelle est la part du président du Conseil ou celle des autres ministres influents dans la décision gouvernementale ? Y a-t-il homogénéité de cette politique d'avril 1938 à septembre 1939 ou succession de phases divergentes ? Comment les décisions étaient-elles préparées, arrêtées, transmises, et quelles contraintes s'exerçaient sur elles ? Le vendredi matin, l'attention s'est braquée sur les Français en 1938-1939. Melle Janine Bourdin a proposé à la discussion une série d'orientations : Quel est le système de valeurs le plus largement répandu dans la population ? Quelles sont les références fondamentales ? L''Union sacrée' est-elle encore possible ? Comment sont perçus les périls (menaces extérieures et intérieures), les forces et les faiblesses de la Nation? Y a-t-il évolution de l'opinion d'avril 1938 à septembre 1939 ? Quels soutiens le gouvernement peut-il trouver dans la population? Comment utilise-t-il les moyens de propagande? L'aprèsmidi a vu les débats porter sur le reclassement des forces politiques et sociales. Il aété introduit par Jean-Pierre Azéma et Serge Berstein. Leurs questions ont été: Quels sont les facteurs de ce reclassement ? Qui en prend l'initiative ? Quels clivages nouveaux ce reclassement introduit-il dans les appareils politiques et syndicaux ? Enfin, la matinée du samedi a été consacrée au fonctionnement des institutions. Dans son introduction, M. Gilles Le Beguec s'est demandé: Quelle est l'ampleur des dérèglements de la pratique constitutionnelle ? Daladier est-il un chef de gouvernement de type nouveau ? Quel est le degré d'usure du régime, de désaffection de l'opinion à son égard ?

Ajoutons tout de suite qu'aucun de ces exposés ne s'est réduit à ces questions. Chacun d'eux a constitué au contraire une synthèse, un état du problème, d'un contenu déjà très dense. Mais, chaque fois, le but a été de fournir matière à discussion. Celle-ci a toujours été très ouverte. Le

colloque a revêtu, en effet, un caractère exceptionnellement spontané. C'est qu'il a fait une place prépondérante aux débats. C'est trop rare pour n'être pas souligné. Tant de congrès ne sont que récitation de monologues! Au Reid-Hall, au contraire, les échanges de vues contradictoires ont occupé la majeure partie du temps. Il est vrai que la participation comprenait aussi bien des acteurs et des témoins que des gens de recherche. Les optiques se sont affrontées, révélant des approches très différentes. Historiens et spécialistes des sciences politiques penchent volontiers pour la théorie. A la limite, ils tendraient à tout englober dans des systèmes. Les patriciens, à l'inverse, s'en tiennent au concret. Ils ont eu des problèmes à résoudre. Ils ont agi dans le cadre de données techniques. C'est par exemple la thèse défendue par M. Michel Debré qui appartenait à l'époque au cabinet du ministre des Finances, Paul Reynaud. Citer le nom de M. Michel Debré est déjà l'assurance d'un exposé de magnifique envolée. La question débattue était au surplus très importante. Il s'agissait de donner un sens au virage à droite opéré par le gouvernement Daladier à la veille de la guerre. A-t-il constitué une récupération du pouvoir par les forces traditionnelles ? La gauche, prisonnière de son idéologie, a-t-elle été incapable de s'adapter aux contraintes du moment ? La vérité est-elle à michemin ? Ou ailleurs ? Nous n'irons pas jusqu'à dire que le débat a tranché la question. Ce qui est certain, c'est que les pièces versées au dossier sont d'un immense intérêt. Ce genre de confrontation s'est reproduit à propos d'une série de points d'histoire d'égale portée. Les témoins étaient de qualité. Citons simplement René Belin, André Delmas, Roger Genebrier, René Massigli, Daniel Mayer, Alexandre Parodi. Et nous en passons! Leurs déclarations ont été autant de fournitures en direct de documents pour l'histoire. Leurs réactions offrent au surplus matière à réflexion sur les limites de la démarche historique. Il y a des côtés, parfois essentiels, de la réalité qui ne sont pas couchés noir sur blanc et qui risquent d'échapper dès lors aux historiens. Leur propension à la rationalisation leur feraiten outre oublier l'infinie complexité du comportement humain. Ils touchent enfin à des situations dont l'expérience leur manque. Le professeur René Rémond en a parlé dans les conclusions qu'il a tirées des travaux. Sa synthèse, avec les questions qu'elle pose, mériterait à elle seule d'être publiée. Mais il faut espérer que verront le jour les actes complets de ce brillant colloque qui a moins tourné autour d'un personnage que cerné une époque cruciale.

J. V.

c) Les archives Daladier

Président du Conseil depuis le 10 avril 1938, après avoir été à plusieurs reprises ministre de la Défense nationale et de la Guerre, promoteur décidé du Front populaire au sein du parti radical et radical socialiste, signataire de l'accord de Munich, Edouard Daladier est une figure de proue de la politique française de l'immédiat avant-guerre comme du début des hostilités. C'est, en effet, sous son gouvernement que la IIIème République déclare la guerre à l'Allemagne hitlérienne, le 3 septembre 1939,

pour tenir ses engagements envers la Pologne. Sa conduite des affaires s'identifie alors avec ce qu'il est convenu d'appeler la "drôle de guerre". A l'image de son généralissime, le général Maurice Gamelin avec lequel il partage depuis plusieurs années la haute main sur l'armée française, il s'efforce de ne rien brusquer, dans l'attente d'un accroissement du concours anglo-saxon dont il espère qu'il fera pencher le rapport des forces en faveur des alliés. Mais l'immobilisme qui s'installe pour de longs mois sur le front franco-allemand n'empêche pas la recherche de théâtres d'opérations périphériques. La stratégie alliée prend un tour économique. Elle vise la "route de fer" et la "route du pétrole" afin de priver l'industrie allemande d'importations indispensables à la poursuite de la guerre. Ce que Henri Michel a nommé un "prurit d'action" se développe. Le conflit finno-soviétique est le prétexte de plans pour s'emparer des gisements de fer de Laponie. L'aide que l'Union soviétique apporte à l'économie allemande donne naissance à l'idée de bombarder les champs pétrolifères du Caucase. Des études mirifiques font miroiter un embrasement général des Balkans. Cette profusion de projets lointains, plus aventureux les uns que les autres, est la contrepartie d'une politique très préoccupée de tenir la France elle-même à l'abri des coups de l'extérieur comme de l'intérieur. De là, d'une part, le silence des armes qui se prolonge à la frontière de l'est et, d'autre part, l'acharnement mis à réprimer l'agitation du parti communiste réduit à la clandestinité. L'affaire est de laisser à l'industrie de guerre française le répit dont elle a besoin pour hisser sa production au niveau des exigences de la défense nationale. Ce mélange d'inaction extérieure et de répression intérieure suit son cours dans un climat d'anticommunisme croissant, propre à toutes les équivoques sur le sens véritable de la "drôle de guerre". Il est d'ailleurs significatif que c'est la fin de la résistance finlandaise qui provoque la chute du cabinet Daladier, le 21 mars 1940. Le gouvernement français tombe victime d'une victoire soviétique ! Dans l'équipe que Paul Reynaud met sur pied, Edouard Daladier conserve jalousement le portefeuille de la Défense nationale et de la Guerre. Son successeur à la présidence du Conseil ne réussira à l'en écarter qu'à la faveur d'un remaniement qu'il opère le 18 mai 1940, un jour avant de remplacer Gamelin par Weygand. Daladier reçoit les Affaires étrangères. Il les quitte le 5 juin suivant et cette date marque la fin définitive de sa carrière ministérielle.

Les archives d'Edouard Daladier sont accessibles à la Fondation nationale des sciences politiques, à Paris. Un inventaire détaillé, fait par Melle Marie-Geneviève Chevignard, en facilite la consultation (1). Elles sont d'une très grande richesse et aucune étude sérieuse sur la "drôle de guerre" ne se peut concevoir sans y recourir. Elles constituent, à l'heure actuelle, l'unique contrepartie française de l'impressionnante documentation britannique conservée au Public Record Office, à Londres.

⁽¹⁾ Le Centre possède une copie de cet inventaire.

Le fonds se rapportant à la guerre, qui est le seul que nous ayons eu le temps de parcourir en deux jours, se compose pour l'essentiel de pièces officielles de l'époque. Elles en forment de loin la partie la plus intéressante. Les notes manuscrites d'Edouard Daladier, fort nombreuses, sont plus récentes et, dans l'ensemble, d'une importance secondaire. Leur principal intérêt est de renvoyer à des livres. Agrégé d'histoire, Edouard Daladier a lu à peu près tout ce qui s'est publié en français après la guerre sur les années où il était à la tête du gouvernement de la Illème République. Ses dossiers sont entrelardés ainsi de notes de lecture. Mais celles-ci se contentent, en règle générale, de signaler, par une citation ou un résumé, des passages dont l'ancien président du Conseil se proposait sans doute de s'inspirer pour écrire ses mémoires. Il n'a toutefois jamais réalisé ce projet. Ses notes ne livrent finalement rien, ou peu s'en faut, de ses propres vues. La documentation qu'il laisse est très impersonnelle. Elle est néanmoins capitale pour l'histoire de la "drôle de guerre" et très révélatrice des préoccupations du moment.

La Belgique n'apparaît qu'à des rares occasions dans les papiers d'Edouard Daladier. Il n'en faudrait pourtant pas conclure qu'on n'y songeait pas en haut lieu à Paris. La vérité est plutôt que le "problème belge" court en filigrane dans la gestion quotidienne de la politique militaire. La position du gouvernement une fois fixée, il est du domaine des exécutants. Il ne refait surface à la présidence du Conseil que dans les moments de crise ou lorsque des décisions nouvelles sont à prendre. Ce qui se débat au niveau le plus élevé c'est ce qui n'est pas réglé, se modifie, survient ou donne lieu à des difficultés. Des soucis naissent de l'état de l'armée de l'air. Du coup des dossiers se constituent. Le discours d'Hitler, du 6 octobre 1939, pose la question de la paix et, par voie de conséquence, des buts de guerre. Il faut arrêter sa doctrine, s'aboucher avec Londres. De la correspondance s'échange. Elle s'étend aux problèmes économiques. La grande stratégie vient sur le tapis. L'idée d'un front d'Orient renaît des souvenirs de la Première Guerre mondiale. L'agression soviétique contre la Finlande appelle l'attention vers le Nord. L'Italie est une tentation et une énigme. Toute la politique en Méditerranée est en cause. Ce jaillissement de problèmes alimente réunions, consultations et conseils, dont les études préparatoires ont souvent un ton détaché, presque académique, assez éloigné de projets concrets et exécutables. Il faut qu'un fait nouveau se produise, qui sorte de l'ordinaire, pour que l'attention se reporte sur la Belgique. L'étincelle peut d'ailleurs être aussi bien une idée qu'un événement. L'hypothèse d'une offensive allemande limitée aux Pays-Bas soulève la question du passage par la Belgique. Une correspondance sur des ouvertures allemandes transmises par La Haye fournit une des clefs de l'agacement éprouvé à Paris lors de l'offre de bons offices de la reine Wilhelmine et du roi Léopold en novembre 1939. Elle éclaire aussi la méfiance des alliés envers l'opposition hitlérienne. Le plus important est toutefois la décision prise alors de pénétrer en Belgique jusqu'à la transversale Anvers - Namur stil stagit de répliquer un jour à une initiative allemande contre le royaume. L'alerte de janvier 1940 donne lieu à quelques pièces intéressantes. Les plus piquantes sont des notes d'écoute de conversations téléphoniques de l'ambassadeur de Belgique. Pour les événements d'avril,

il y a deux documents qui font la lumière sur la position du général Gamelin à l'égard d'une entrée préventive en Belgique. Dans ses Mémoires, il ne s'était pas montré très explicite sur ce point. En ce qui concerne la suite des événements, il n'y a plus rien de vraiment révélateur pour ce qui touche à la Belgique.

Bref, au sujet de notre pays, il ya des documents utiles à glaner. Le Centre s'en est du reste procuré des photocopies (1). Ces pièces ne prennent toutefois leur pleine signification que replacées dans un contexte que les archives Daladier n'offrent pas. Il leur faut l'appoint des documentations belge, britannique et néerlandaise, voire allemande. Mais ce serait une erreur d'apprécier l'importance des papiers laissés par l'ancien président du Conseil par le biais du "problème belge". Il faut les voir sous l'angle de la politique française et c'est évidemment de la sorte qu'ils prennent toute leur valeur comme source fondamentale pour l'histoire générale de la "drôle de guerre". C'est d'ailleurs dans cette perspective qu'ils contribuent finalement le plus à éclairer la politique de neutralité pratiquée à l'époque par la Belgique. Ils aident à la situer dans son cadre international.

J. V.

d) Archives de France - Commission des archives privées contemporaines

La consultation des archives privées contemporaines est d'autant plus utile en France que les archives publiques restent d'un accès problématique. Une ressource précieuse est offerte dès lors par la commission qu'un arrêté du ministre des Affaires culturelles a créée, le 13 août 1973, au sein des Archives de France et qui est chargée "d'étudier les moyens propres à la sauvegarde des archives privées contemporaines et à leur mise en valeur dans l'intérêt des études historiques". Présidée de droit par le directeur général des Archives de France - M. Jean Favier -, la commission a comme vice-président M. François Goguel, président de la Fondation nationale des sciences politiques. Ainsi que nous l'ont expliqué Mmes Chantal Bonazzi et Chantal d'Huart, conservateurs, la commission peut déjà porter à son actif l'acquisition d'un nombre important de fonds privés. Ils sont généralement accessibles sur simple demande. Il y a toutefois des exceptions. C'est ainsi que les papiers laissés par l'ancien président du Conseil Paul Reynaud ne peuvent être consultés que moyennant l'autorisation de Mme Reynaud. Un inventaire général de ces fonds est en voie d'achèvement. Le Centre en recevra un exemplaire. De son côté, il a fait tenir à la commission un exemplaire de ses propres publications. Un échange d'informations s'est amorcé, qui promet d'être fructueux.

J. V.

⁽¹⁾ Classées sous la référence PD 20.

e) Le colloque franco-britannique de Paris (décembre 1975)

Au siège du Comité d'histoire de la Deuxième Guerre mondiale, un colloque franco-britannique s'est tenu du 8 au 10 décembre 1975. C'était la quatrième et dernière réunion du groupe d'experts britanniques et français qui s'est donné pour tâche d'étudier les relations entre la France et la Grande-Bretagne de 1935 à 1939. La période considérée correspondait à ce qu'il est convenu d'appeler la "drôle de guerre". Chronologiquement, elle faisait donc suite à l'époque traitée à l'occasion du colloque Daladier et, à bien des égards, les deux manifestations se sont d'ailleurs complétées.

Cette quatrième session a été fort intéressante, à la fois en raison de la qualité des rapports et de la valeur des échanges de vues qui ont suivi les exposés. Les matières abordées ont été, comme chaque fois, des plus diverses. Elles couvraient à peu près tout ce qu'il est permis d'englober dans une conception très large des relations entre les alliés. Cette extension fort heureuse du sujet est évidemment due à la conjugaison de recherches menées par des militaires et par des civils. Pas plus en France qu'en Grande-Bretagne l'histoire militaire lato sensu n'est dédaignée dans les milieux académiques.

Voici au demeurant la liste des rapports présentés :

- L'opinion publique devant la guerre et devant l'allié (MM. Cremieux-Brilhac et Bell);
- Les pacifistes devant l'allié et la guerre (MM. Ludlow et Rossi-Landi);
- Le moral des armées pendant la "drôle de guerre" (MM. Masson, Buffotot et Watt):
- Le problème communiste et l'évolution de la guerre (M. Michel);
- La guerre russo-finlandaise, les plans d'intervention alliés et les relations britanniques avec la Russie (M. R. Wheatley);
- Les relations franco-soviétiques après septembre 1939 (M. R. Girault);
- La coopération franco-britannique devant le problème italien (M. D'Hoop, Sir William Deakin);
- Convergences et divergences stratégiques franco-britanniques (Colonel Neave-Hill, M. Bedarida);
- Le financement de la guerre et les accords franco-britanniques (MM. Frankenstein et Pressnell);
- Les fabrications d'armement aérien et les relations franco-britanniques (Général Christienne, Sir Peter Masefield);
- L'image des rapports franco-britanniques dans l'aviation (Group Captain Haslam, M. Fridenson);
- La préparation de la guerre en Finlande (Dr. Parker, M. Masson).

Un énoncé aussi sec ne rend compte malheureusement que d'une manière très imparfaite de la richesse de débats dont le professeur Jall et M. Henri Michel ont dégagé les conclusions avec un art des nuances servi

par une connaissance étendue de ces temps sur lesquels les historiens se penchent de plus en plus. (1)

J. V.

f) Le colloque international de Florence (mars 1976)

Du 26 au 28 mars 1976 a eu lieu, au Palazzo dei Congressi, de Florence, un colloque international traitant de L'Italie de la Libération à la République : la situation intérieure, le cadre international, le gouvernement Parri. Il a été organisé par l'Istituto nazionale per la Storia del Movimento di Liberazione in Italia, qui remplit depuis 1961 le rôle de comité italien d'histoire de la Deuxième Guerre mondiale. Sa réalisation a bénéficié de toute l'aide des autorités politiques et scientifiques : l'Istituto storico della Resistenza in Toscana, la région de Toscane, la commune de Florence, la province de Florence, le Comitato regionale toscano per il XXX della Resistenza e della Liberazione. Ces nombreux concours ont permis de mobiliser de grands moyens. L'ordonnance du colloque a d'ailleurs été excellente et l'accueil des hôtes étrangers digne de la meilleure tradition italienne, faite de cordialité et de générosité.

Placés sous la présidence d'honneur de l'ancien président du Conseil, Ferruccio Parri, qui précéda M. Henri Michel à la tête du Comité international d'histoire de la Deuxième Guerre mondiale, les travaux ont été présidés par le professeur Guido Quazza. Leur programme a été le suivant :

- La situation intérieure : cadre et transformation des partis politiques (M. Enzo Santarelli);
- La reconstruction économique (M. Piero Barucci);
- L'épuration (M. Marcello Flores);
- Aspects de la société italienne à l'issue de la guerre : cycle économique et reconstitution du bloc dominant (MM. Claudio Della Valle, Luigi Ganapini, Antonio Gibelli, Massimo Legnani, Mmes Anna Rossi Daria, Mariuccia Salvati);
- Le cadre international (M. Enzo Collotti);
- Les relations italo-yougoslaves (M. Dragovan Sepic);
- Les rapports italo-yougoslaves de la Libération au traité de paix. Une vérification locale: la situation de la province d'Udine (M. Teodoro Sala);

⁽¹⁾ Il n'est sans doute pas inutile de signaler ici que les communications présentées lors des deux premières sessions, qui se sont tenues à Londres en 1972 et à Paris l'année suivante, viennent d'être publiées par le C.N.R.S. sous le titre <u>Les relations franco-britanniques de 1935 à 1939!</u> (Editions du Centre national de la recherche scientifique 15 Quai Anatole France, F-75700 Paris).

- La politique des Etats-Unis à l'égard de l'Italie (M. David Ellwood);
- Les relations franco-italiennes de 1943 à 1949 (M. Pierre Guillen);
- Le gouvernement Parri et les forces politiques (M. Giorgio Vaccarino);
- L'avènement de De Gasperi (M. Pietro Scoppola);
- Les forces économiques et sociales de la Résistance et l'intervention alliée : la préparation de l'Après-guerre (M. Giani Perona).

Ce simple énoncé donne une idée de la richesse des matières abordées. L'éventail des problèmes est en soi exemplaire. Il a pris au surplus un relief particulier en raison de la situation que l'Italie connaît. L'histoire contemporaine a beaucoup d'échos dans le présent. C'est particulièrement vrai quand l'étude d'événements remontant à une trentaine d'années peut passer pour une manière d'éclairer l'actualité. Le rapprochement comporte sans doute certains risques. Le foisonnement des idées n'en est pas moins un précieux stimulant. La recherche est fouettée et fait progresser la vérité. Elle propose aussi des hypothèses de travail susceptibles d'applications dans d'autres pays. Tel est du reste un des critères qui permet de mesurer la réussite d'un colloque.

D'autre part, les réunions internationales sont toujours des occasions de rencontres, M. Henri Michel en a profité pour tenir, le samedi 27 mars, une séance d'information sur les activités du Comité international d'histoire de la Deuxième Guerre mondiale.

J. V.

g) <u>Le colloque international d'histoire militaire de Téhéran (6 au 16 juil-</u> let 1976)

Un colloque international d'histoire militaire a eu lieu en Iran du 6 au 16 juillet 1976. Dû à l'initiative de la Commission iranienne d'histoire militaire présidée par le général de division Heydar Vafâ, il s'est placé sous l'égide de la Commission internationale d'histoire militaire dont le président est, depuis 1975, le colonel Bengt A.A. Åhslund qui est en outre à la tête de la Commission suédoise d'histoire militaire.

Les promoteurs iraniens de ces assisses internationales ont fourni la preuve de talents et de moyens d'organisation dignes de tous les éloges. Non seulement le déroulement du colloque et des visites qui l'ont encadré avait été préparé avec un soin minutieux mais les hôtes de la Commission iranienne d'histoire militaire n'ont cessé d'être entourés d'attentions raffinées pour rendre leur séjour plus instructif, plus plaisant et plus confortable.

Les séances de travail se sont tenues à Téhéran les 8, 9, 10 juillet. Elles ont réuni jusqu'à quatre cents participants. Aux 101 historiens et 49 accompagnants venus de vingt pays différents se sont joints 248 spécialistes iraniens. Deux thèmes ont occupé les débats. L'un portait sur

l'influence réciproque des armées asiatiques et africaines et des armées européennes sur l'art de la guerre (stratégie et tactique) et ses composantes (recrutement, organisation, armement, logistique...). Il a fourni la matière d'une série de rapports fort intéressants sur le plan de l'histoire militaire générale. Mais le second thème avait une relation plus directe avec le conflit qui a ébranlé le monde de 1939 à 1945. Il traitait, en effet, de la neutralité et de la défense nationale. Le lieutenant-colonel Arvid Cronenberg a fait un exposé d'un grand intérêt intitulé : Neutralité isolée et solidarité internationale : Quelques aspects des débats sur la défense de la Suède et de la politique militaire de la Suède entre les guerres mondiales. Le major-général Eugen Bantea a parlé avec sa compétence habituelle de La politique de neutralité dans la première phase de la Deuxième Guerre mondiale. - Le cas roumain. Sous le titre Influence de la guerre et de la neutralité sur la défense : La politique militaire et l'organisation des forces armées: Etude d'un cas concret, le colonel Rinaldo Cruccu a évoqué l'impréparation de l'Italie lorsque Mussolini l'a lancée dans la tourmente. Ensuite nous avons présenté notre rapport : Neutralité et défense nationale : Quelques traits de la politique militaire belge en 1939-1940. Le Dr. Jürgen Rohwer a brossé un tableau illustré de diapositives de La neutralité américaine en 1939-41 et la bataille de l'Atlantique. Le Dr. H.R. Kurz a traité en juriste autant qu'en historien de La neutralité armée de la Suisse et ses conséquences militaires. Enfin, le colonel Dr. K. Schützle a examiné L'attitude de l'Allemagne impérialiste à l'égard de la neutralité lors de la préparation et de la conduite des Première et Deuxième Guerres mondiales.

Le fait qu'un quart des rapports concerne la Seconde Guerre mondiale montre la place grandissante qu'elle se taille dans la recherche historique. Les nombreuses questions posées à la suite de chaque exposé prouvent en outre que cette place ne tient pas seulement au choix des rapporteurs. Il convient du reste de souligner la part importante consentie par le programme aux discussions. Celles-ci ont revêtu la plupart du temps les traits d'un véritable échange de vues. Les organisateurs, les présidents de séance et les intervenants ont évité l'écueil de trop de congrès où le temps réservé aux débats est pris par la lecture de rapports venus s'ajouter en dernière minute à ceux prévus par le calendrier des travaux. Cette espèce d'abus, malheureusement fréquents, a été épargnée à Téhéran. Si les actes du colloque sont publiés un jour, il faut souhaiter qu'ils comprennent au moins un résumé des discussions et, en tout cas, les conclusions dégagées des deux thèmes par deux équipes d'historiens présidées, l'une, par le professeur André Corvisier et, l'autre, par le colonel Ahslund. Espérons encore qu'à l'avenir les rapporteurs prendront de plus en plus l'habitude de parler autrement qu'en lisant mot à mot leur texte distribué aux participants. Les exposés y gagneraient en vivacité et les séances en intérêt.

Le colloque de Téhéran a fourni par ailleurs à la Commission innationale d'histoire militaire l'occasion de fixer son choix sur les sujets qui seront abordés en son sein à Bucarest en 1980. En fait, deux thèmes également larges ont été retenus : I. - Les relations entre l'armée et la société : a) L'armée aux époques de grandes transformations sociales, b) Corrélation entre le développement des sciences et de la culture, et celui des armées et de l'art militaire. II. – Théorie et réalité de la guerre : L'expérience de l'histoire militaire (incluant le renseignement et les opérations). La richesse presque inépuisable d'énoncés aussi divers tient à la nécessité bien connue des organisations internationales de prendre en considération dans la mesure du possible des aspirations souvent très éloignées les unes des autres non seulement des commissions nationales mais encore des grands courants idéologiques ainsi que des manières différentes d'aborder les problèmes militaires des milieux de l'armée et du monde académique. Le compromis réalisé à Téhéran augure bien de la variété des sujets qui seront traités en 1980 lors du XVème Congrès international des sciences historiques.

Enfin, le problème s'est posé de pourvoir au remplacement du secrétariat de la Commission internationale d'histoire militaire. Depuis dix-huit ans, il était assuré avec dévouement et compétence par deux Belges, MM. Albert Duchesne et Jean Lorette, respectivement conservateur et conservateur adjoint du Musée royal de l'armée et d'histoire militaire, de Bruxelles. Une assemblée générale s'est tenue à Persépolis, dans la soirée du 13 juillet, au terme d'une longue journée consacrée à la découverte des hauts lieux de l'antiquité perse. Aux applaudissements unanimes de l'assistance, le titre de secrétaire général honoraire a été attribué à M. Duchesne en reconnaissance de ses mérites. Le soin de reprendre sa fonction a été confié à M. R. Andreani. Le nouveau secrétaire général adjoint est M. J. Chagniot. Le secrétariat ainsi constitué travaillera dans l'orbite du Centre d'histoire militaire et d'études de Défense nationale de Montpellier, foyer depuis plusieurs années de recherches originales animées par le professeur André Martel, de l'Université Paul Valéry, de Montpellier.

Sans compter le général d'armée Fernand Gambiez, président d'honneur depuis 1975, le Bureau de la Commission internationale d'histoire militaire est composé dès lors de la manière suivante : Président: Colonel Bengt A. A. Ahslund (Suède); vice-présidents: Général Pavel Jiline (U.R. S.S.), Professeur E. Kessel (R.F.A.), Professeur David G. Chandler (Grande-Bretagne), Dr. John E. Jessup (U.S.A.), Professeur André Corvisier (France); secrétaire général : M. R. Andreani (France); secrétaire général adjoint: M. J. Chagniot (France).

J.V.

h) <u>Visite à l'"Instituut vir Eietydse Geskiedenis" à Bloemfontein (15 juillet 1976)</u>

J'ai pu visiter, le 15 juillet 1976, l'<u>Instituut vir Eietydse Geskiedenis</u> de l'Université de l'Etat Libre d'Orange à Bloemfontein, sous la conduite experte du professeur Okkie Geyser, directeur de l'Institut. Cette institution scientifique, inspirée en quelque sorte par l'<u>Institut für Zeitgeschichte</u> à Munich, se spécialise depuis 1970 dans l'histoire de l'Afrique du Sud à partir de 1902. Elle rassemble surtout des documents de groupes politiques et de partis qui étaient ou sont actifs sur le territoire sud-afri-

cain comme le Parti national, le Parti uni, le Parti progressiste pour citer des partis existants, et comme l'Ossewa-Brandwag, le Gryshemde et le Parti afrikaner pour citer quelques uns des groupes disparus. L'accessibilité de ces documents est déterminée par les donateurs. Au total, plus de 460 fonds d'archives privées et de partis ont été déposés et sont conservés dans des chambres fortes.

L'institut tient également à jour une collection de coupures de presse basée sur le traitement de 56 quotidiens et hebdomadaires. Cette collection est à la disposition des chercheurs et des partis politiques. Il est aussi fait un emploi régulier de l'enregistrement. Chaque personne publique est interrogée sur ses prises de position et ses motivations. D'autre part, il y a encore une collection de photos, tandis que la bibliothèque se compose seulement d'ouvrages de base, les ouvrages spécialisés sur la période traitée se trouvant à la bibliothèque centrale de l'Université avec un double du catalogue à l'Institut. L'Institut tient par ailleurs un répertoire avec index de noms de personnes des dépôts d'archives existants en Afrique du Sud.

Un accord d'échange stipule que le Centre recevra désormais les publications de l'<u>Instituut vir Eietydse Geskiedenis</u>, les <u>Acta Diurna Historica</u> (depuis 1972) et le <u>Joernaal vir die Eietydse Geskiedenis</u> (depuis 1975).

M. W.

i) Recherche dans les archives sud-africaines

Un voyage de vacances (juillet 1976) a pu être mis à profit pour voir en Afrique du Sud quelques archives qui pourraient avoir de l'intérêt pour l'histoire de la Belgique et du Congo belge pendant la Seconde Guerre mondiale. Il s'agit en premier lieu des archives Jan Smuts. Ce général et politicien boer (1870-1950), qui, durant la Première Guerre mondiale fit partie de l'Imperial War Cabinet britannique, eut pendant la Seconde Guerre mondiale, comme premier ministre et ministre des Affaires étrangères, de bons contacts avec le gouvernement de Sa Majesté qui le consulta à plusieurs reprises pour des décisions importantes.

Le fonds est inventorié en cinq volumes de chacun plus ou moins 200 pages. Deux volumes traitent de la Première Guerre mondiale, il s'y trouve d'intéressants renseignements sur la Belgique durant cette guerre. Parmi les documents concernant la Seconde Guerre mondiale, les dépêches et notes envoyées entre Londres et Prétoria sont particulièrement importantes. La politique belge de neutralité et l'appréciation britannique de cette politique y sont abordées. Plus loin, l'accent est mis sur le Congo belge et l'effort de guerre belge aux côtés des Alliés.

Le second fonds étudié est la collection Van Broekhuizen. Van Broekhuizen fut, de 1934 à 1941, ambassadeur et ministre plénipotentiaire

en Belgique et aux Pays-Bas. Le fonds compte 13 volumes, assez malheureusement de caractère surtout privé. On peut cependant y retrouver beaucoup de renseignements d'initiés.

Une troisième recherche concerna l'entraînement des pilotes belges en Afrique du Sud. Le fonds de l'armée de l'air sud-africaine contient à ce sujet une documentation intéressante, qui sous la forme de photocopies, de microfilms et de notes manuscrites sera déposée au Centre.

W.M.

j) Une visite à la Wiener Library à Londres

A l'occasion d'un voyage à Londres, nous avons fait le relevé, du 26 au 30 juillet 1976, des périodiques belges se trouvant à la <u>Wiener</u> <u>Library</u>.

Cette institution a été fondée à Amsterdam, à la fin de 1933, par le Dr. Alfred Wiener, figure juive dirigeante de l'Allemagne de Weimar. C'était une entreprise personnelle de lutte contre le national-socialisme. Wiener cherchait à rassembler du matériel concernant le mouvement dirigé par Hitler ainsi qu'au sujet de l'antisémitisme. Il était convaincu, en effet, que la combinaison des deux constituait une menace aiguë non seulement pour les juifs mais aussi pour l'Allemagne entière. Il reçut rapidement l'assistance d'amis néerlandais et de gens que son projet intéressait et réussit à donner de l'ampleur à sa bibliothèque au point de former un centre de documentation sérieusement spécialisé qu'animait une petite équipe scientifique.

Se rendant compte de la menace de guerre et de l'importance de sa collection (8.000 livres en 1938 et, er plus, d'inestimables séries de périodiques rares et une dizaine de milliers de coupures de presse classées), Wiener fit transporter son jeune institut à Londres, où il fut rouvert le 3 septembre 1939, précisément le jour où éclata la guerre tant appréhendée par lui. L'institut fut placé alors sous la tutelle du ministère britannique de l'Information qui mit les ressources de la bibliothèque et les compétences de son cadre à la disposition des gouvernements alliés en tant que contribution à la conduite de la guerre psychologique. Après 1945, la Wiener Library, de nouveau accessible au public, connut un essor rapide. Elle possède actuellement plus de 100.000 volumes et brochures, plus d'un million de coupures de presse, des centaines de séries de périodiques, dont beaucoup sont excessivement rares (presse juive, antisémite, fasciste). S'y ajoutent un abondant matériel iconographique et quantité d'archives, acquis, il est vrai, de manière moins systématique mais qui offrent souvent un caractère unique.

Le WIENER LIBRARY BULLETIN fit son apparition à partir de 1946. Au début, il fournit surtout un aperçu des acquisitions de l'institut, des données concernant les persécutions des juifs en Europe durant la

guerre, et suivit l'historiographie sans cesse croissante du nazisme et des autres fascismes, de la Seconde Guerre mondiale et de l'antisémitisme. Bientôt, il consacra son attention aux formes de fascisme se maintenant ou renaissant dans certains pays, aux vicissitudes des communautés juives dans le monde, à l'histoire de l'état d'Israël. Le WIENER LIBRARY BUL-LETIN est ainsi devenu une revue historique, qui met l'accent sur l'histoire contemporaine du judaïsme.

Wiener se retira en 1963. Il mourut en 1964, l'année où le professeur Walter Laqueur lui succéda à la direction. Ce dernier apporta tous ses soins à une collaboration étroite avec l'<u>Institute of Contemporary History</u>, de sorte que les deux institutions sont généralement citées ensemble. (Elles sont du reste logées sous le même toit dans la Devonshire Street). Comme éditeur du JOURNAL OF CONTEMPORARY HISTORY, Laqueur s'occupe d'étendre les centres d'intérêt de la <u>Wiener Library</u> dans une large mesure à l'histoire contemporaine la plus récente.

La <u>Library</u> est encore toujours une institution privée sans but lucratif, alimentée en majeure partie par le mécénat privé. Un déplacement vers Tel-Aviv d'ici quelques années n'est pas exclu.

Dans le passé, le Centre a pu obtenir de la <u>Wiener Library</u> la copie, sous forme de microfilm, de l'un ou l'autre fonds ayant trait à la Belgique. Mais jusqu'à présent il fallait aller sur place pour prendre connaissance de l'ensemble des collections de périodiques.

On peut regretter que la <u>Wiener Library</u>, par ailleurs si riche, ne possède que fort peu en fait de titres belges. Cela tient sans doute à sa politique d'acquisitions. Faute d'intérêt dans notre pays pour cet institut, ce qui lui a été envoyé à Amsterdam d'abord, à Londres ensuite, est tout à fait minime. L'espoir d'y découvrir un nombre important de publications belges introuvables chez nous a donc été déçu.

L.K.

k) Le colloque international d'Oslo (août 1976)

Un symposium international a réuni à Oslo, du 15 au 19 août, environ quatre-vingts historiens venus de treize pays différents pour étudier ensemble Les grandes puissances et les pays nordiques en 1939-40. Ainsi que le thème l'indique, le symposium s'inscrivait dans le cadre de préoccupations régionales. Les spécialistes venus du Danemark, de Finlande, de Norvège et de Suède constituaient d'ailleurs la majeure partie de la participation. Mais l'accent mis sur les événements qui se sont passés dans le Nord de l'Europe au début de la Seconde Guerre mondiale ne limite nullement l'intérêt de ces assisses. En effet, les pays nordiques ont occupé une place très importante dans l'échiquier international pendant la "drôle de guerre". Le conflit russo-finlandais de 1939-40, dénommé la "Guerre d'Hiver", a brouillé considérablement l'écheveau pourtant déjà compliqué de

la politique des grandes puissances au lendemain de la victoire allemande en Pologne. Les problèmes posés aux états scandinaves par l'agression soviétique contre la patrie de Sibelius ne doivent pas faire oublier les réactions de la France entraînant dans son sillage la Grande-Bretagne à deux doigts d'un affrontement avec l'U.R.S.S. La paix de Moscou, mettant fin à l'affaire finnoise engagée sur de faux calculs, coupa court à des complications qui auraient pu avoir des conséquences incommensurables. Elle n'épargna pourtant pas au Danemark et à la Norvège d'être, moins d'un mois plus tard, les victimes de la lutte entre les Alliés et les Allemands. Les uns comme les autres avaient des visées sur le nord de l'Europe. Les premiers voulaient interdire aux seconds le fer de Laponie et ceux-ci en avaient besoin pour leurs armements ainsi que de bases pour la guerre navale contre la Grande-Bretagne. Des plans avaient été élaborés de part et d'autre. Il s'en est fallu d'un cheveu que Français et Britanniques n'arrivent les premiers. Des tensions de dernière minute, suscitées à Paris par la rivalité entre Reynaud et Daladier, en décidèrent autrement et ce fut, le 9 avril 1940, l'invasion du Danemark et de la Norvège par les troupes de Hitler. La moindre conséquence de cette agression ne fut sans doute pas d'éloigner d'un isolationisme traditionnel les Américains de souche scandinave qui contribuèrent à l'automne suivant à réélire Franklin D. Roosevelt à la présidence des Etats-Unis. Mais, à plus court terme, les succès remportés par les Allemands dans le Nord leur permirent, le 10 mai 1940, de prendre l'offensive à l'Ouest. L'histoire des pays nordiques pendant la "drôle de querre" est donc liée intimement à une évolution du conflit dont la Belgique fut ensuite la victime. Tout ce qui éclaire cette phase de la Seconde Guerre mondiale est en fin de compte un supplément de lumière projeté sur des événements qui ont concerné notre pays. Les enchaînements ne sont toutefois pas les seuls à être révélateurs. La politique des pays nordiques considérée en elle-même fournit l'occasion d'utiles comparaisons avec l'attitude d'autres pays neutres, à commencer par la Belgique. Elle montre notamment que la notion de neutralité recouvre des situations fort différentes. Celles-ci expliquent au demeurant l'impossibilité éprouvée par les états neutres, même voisins, de mettre sur pied une politique commune à l'égard des belligérants. Cette constatation ne débouche pourtant pas sur un procès de la neutralité. L'étude approfondie des faits n'est certainement pas de nature à faire apparaître le comportement des grandes puissances comme l'expression d'une grande politique!

Le symposium d'Oslo a été organisé conjointement par la <u>Forsvarets Krigshistoriske Avdeling</u> (1), par la Commission norvégienne d'histoire militaire et par le Comité norvégien d'histoire de la Seconde Guerre mondiale, sous l'égide du ministère de la Défense dont l'aide a été des plus précieuses aux organisateurs, le professeur Magne Skodvin, le colonel Otto U. Munthe-Kaas, le Dr. Olav Riste et M. Ole K. Grimnes. C'est du reste le ministre de la Défense, M. Rolf Hansen, qui a accueilli les participants à la séance d'ouverture, le dimanche 15 août, au château d'Akershus. Sa

⁽¹⁾ Section historique (du ministère) de la Défense.

prononcer les paroles rituelles, il a tenu à souligner la signification de cette réunion internationale et, au cours de la réception qui a suivi la cérémonie académique, il s'est entretenu avec de nombreux participants, montrant encore de la sorte l'intérêt qu'il porte à l'étude de la Seconde Guerre mondiale.

Les séances de travail proprement dites ont été tenues dans une maison patricienne du XVIIème siècle, siège autrefois de l'Académie militaire, dans la Tollbugata. L'ordonnancement des journées a été remarquable. Il a fait un maximum de place à la diversité des approches. L'unité du thème général a permis de le diviser en grandes tranches. Chacune d'elles a fait l'objet d'un rapport envoyé à l'avance aux participants. Les rapporteurs n'avaient donc plus qu'à résumer ou à commenter en début de séance la teneur de leur texte. La parole était donnée ensuite à une série d'experts auxquels le soin avait été confié, également à l'avance, de préparer compléments d'information, remarques et observations que leur inspirait leur connaissance propre de la matière traitée. C'est ainsi que, le lundi 16, le professeur Hans-Dietrich Loock, de la Freie Universität Berlin, a commencé par rappeler les éléments principaux de son rapport sur LIAllemagne et les pays nordiques en 1939-1940. Sont intervenus ensuite, à l'appel du président de séance, neuf experts, à raison d'un par pays concerné: M. Anatoly Noskov, pour I'U. R. S. S.; le lieutenant-colonel Antti Juutilainen, pour la Finlande; le professeur Peter Ludlow, pour la Grande-Bretagne; le professeur Thomas Nipperdey, pour la R.F.A., le Dr. Jakob Sverdrup, pour la Norvège; M. François Kersaudy, pour la France; le Dr. Henrik Nissen, pour le Danemark; le professeur Gerhart Hass, pour la R.D.A.; le professeur Carl-Axel Gemzell, pour la Suède. Leurs interventions ont occupé la matinée. L'après-midi, quant à elle, a été consacrée à un débat ouvert à tous les participants. En fin de séance, le professeur Loock a disposé d'un petit quart d'heure pour répondre. Ce scénario, excellent dans son principe, ne s'est modifié que légèrement dans les jours suivants pour donner un peu plus de souplesse aux échanges de vues, en fournissant notamment aux rapporteurs la possibilité de ravoir la parole en cours de séance. Le mardi a été ainsi la journée consacrée au rôle des Alliés. Le professeur David N. Dilks, de l'Université de Leeds, en a présenté le volet britannique. Le soin d'exposer le point de vue français est revenu au professeur François Bedarida, de l'Institut d'études politiques de Paris. Des experts différents de ceux de la veille, à une exception près, ont ensuite rempli leur office avant que la parole ne soit donnée à l'assistance. Le mécanisme, désormais bien rodé, a donné entière satisfaction le mercredi lorsque le lieutenant-général Pavel A. Jiline a rendu compte de son rapport intitulé L'U.R.S.S. dans la lutte en faveur de la sécurité collective à la veille de la Seconde Guerre mondiale. Le jeudi a ramené les débats au coeur du sujet en traitant de la politique des pays nordiques. Quatre rapporteurs ont ouvert la séance. Le professeur Ole Karup Pedersen a résumé son étude sur la politique du Danemark en 1939-1940, le professeur Erik Lönnroth en a fait autant pour celle de la Suède et lui ont succédé les professeurs Tuomo Polvinen et Magne Skodvin, respectivement pour la Finlande et pour la Norvège. Les experts et la salle ont ensuite pris part à un débat inspiré largement par les expériences différentes vécues par les quatre pays, tous neutres pour tant quand la Seconde Guerre mondiale a éclaté.

Le trait dominant du symposium d'Oslo a été non seulement la grande place faite aux débats mais encore l'excellente atmosphère dans laquelle ceux-ci se sont déroulés. Ce n'est pourtant pas que l'esprit critique en ait été absent. Il y a eu, comme il est dans l'ordre des choses que cela se produise, des divergences d'optiques. Mais celles-ci n'ont jamais nui à une tenue restée imperturbablement de bonne compagnie. L'usage exclusif de l'anglais, qui n'était la langue maternelle que d'une minorité de participants, a peut-être contribué à réfréner les assauts d'éloquence. La modération naturelle des Nordiques et la qualité de l'organisation ont certainement fait beaucoup pour entretenir la bonne disposition des esprits. Cette discipline spontanée a réduit au minimum les digressions qui déparent tant de colloques. Même la partie touristique, de tradition, est restée dans le sujet. Elle a consisté à visiter le vieux fort d'Oscarsborg, qui commande une passe obligatoire du fjord d'Oslo. Ses gros canons, fabriqués par Krupp au début du siècle (de véritables pièces de musée), ont coulé le croiseur lourd Blücher aux premières heures du 9 avril 1940. Enfin, le dîner qui a clôturé le symposium, le jeudi soir, a été lui aussi un succès d'ambiance auquel la présence de nombreuses dames n'a pas été étrangère.

J. V.

1) Le colloque d'histoire religieuse de Grenoble (7, 8, 9 octobre 1976)

Il s'est tenu, au début octobre, sur le site du domaine universitaire de Grenoble, un colloque intitulé: Les Eglises et les chrétiens pendant la Seconde Guerre mondiale et ce, sous les auspices du Centre régional interuniversitaire d'histoire religieuse. La splendeur du cadre, comme l'excellence de l'organisation matérielle, ont fait de cette réunion une manifestation intellectuelle particulièrement réussie. Réunissant une centaine de participants, le colloque était placé sous la présidence de Monsieur Paul Leroy, président de l'Université des sciences sociales (Grenoble II) et de Monsieur le doyen André Latreille, président d'honneur du Centre régional interuniversitaire d'histoire religieuse.

Sur le plan de l'organisation pratique, la réunion se déroula selon un schéma qui prévoyait, pour chaque problème envisagé dans le cadre d'un demi-jour, un rapport introductif général illustré ensuite par des communications particulières suivies d'une discussion qui permettait, à différents témoins et acteurs des événements traités, d'intervenir pour préciser certains points ou traduire des éléments de mentalité ou d'atmosphère liés aux faits en cause et généralement très éclairants.

La première journée du colloque s'ouvrit par une allocution du doyen A. Latreille dans laquelle le brillant historien du catholicisme français insista sur la nouveauté d'un sujet, le problème religieux pendant la Seconde Guerre, très souvent passé sous silence dans l'historiographie et même dans les témoignages des contemporains.

Le cadre spatio-temporel du thème proposé au colloque fut défini par Xavier de Montclos, professeur à l'Université de Lyon II, qui nous fit ainsi entrer, si l'on peut dire, dans le vif du sujet. Il poursuivit son exposé par une mise en relief de l'importance de la religion dans la vie des populations de la région Rhône-Alpes et des orientations politiques de cette même population telles qu'elles apparaissaient sur la carte électorale de 1936. Sur ce terrain, dessiné à grands traits, Xavier de Montclos s'attacha ensuite à une présentation des forces et des personnalités religieuses et de leurs positions à l'égard des problèmes de l'heure. Cette présentation devait révéler l'existence dans l'épiscopat d'un fort courant conservateur, qui se retrouvait également chez la plus grande partie des électeurs pour lesquels comptait réellement l'appartenance confessionnelle. Ce que l'orateur a appelé les forces religieuses du mouvement n'était qu'un phénomène minoritaire. Cet intéressant rapport sur les forces religieuses et les attitudes politiques dans la région à la veille de la guerre fut illustré par une communication de J. Godel: Un évêque: Mgr Caillot de Grenoble qui démontait les mécanismes mentaux d'un cas d'adhésion inconditionnelle à Pétain. Deux communications furent consacrées aux forces du mouvement, du côté catholique comme du côté protestant. Elles furent l'oeuvre de C. Ponson : Le groupe de la Chronique sociale et de P. Bolle : Un périodique protestant : Le Nouvel Echo de la Drôme et de l'Ardèche. La discussion qui s'ensuivit termina la première matinée d'un colloque qui se poursuivit ensuite, selon le schéma que nous venons de décrire et d'illustrer, au travers de l'étude de divers thèmes comme les chrétiens et la Révolution nationale, la persécution des juifs et l'Amitié chrétienne, les chrétiens et la Résistance.

A l'heure du bilan, l'un des invités, le professeur Mandouze, se félicita de la valeur scientifique de la réunion et du rodage très sûr de la méthode de colloque qu'elle avait marqué. Le doyen Latreille constata, quant à lui, l'intérêt porté à la réunion par les autorités admnistratives et religieuses locales et par la presse de la région. Après avoir résumé l'acquis scientifique de ces journées, il devait encore regretter certaines lacunes et suggérer, en conséquence, des directions de recherches propres à les combler.

A.D.

m) Le programme des colloques internationaux

Le Bureau du Comité international d'histoire de la Deuxième Guerre mondiale s'est réuni à Ankara, le mardi 14 septembre 1976, sous la présidence de M. Henri Michel. A son ordre du jour figurait notamment le programme des colloques internationaux. Voici comment il s'annonce pour les quatre années à venir:

ETATS-UNIS: 21 et 22 mai 1977

Le gouvernement militaire américain en Allemagne et au

Japon: 1945-1952

POLOGNE: 5 au 10 septembre 1977

La vie culturelle pendant la Seconde Guerre mondiale

BULGARIE: automne 1977

Le mouvement antifasciste dans les pays du pacte tripartite

FINLANDE: juin 1978

Les grandes puissances et la Scandinavie en 1940-1944

BRESIL : juillet 1978

Le Brésil et la Deuxième Guerre mondiale

HONGRIE: 1978 (époque à déterminer)

La presse clandestine pendant la Deuxième Guerre mondiale

ROUMANIE: août 1980 (XVème C. I. S. H.)

La propagande pendant la guerre: ses moyens, ses méthodes,

l'image de l'ennemi, ses résultats.

A cette liste de projets fermes, s'ajoutent des desseins qui restent à préciser, parmi lesquels il est permis d'en mentionner dès à présent quelques uns en prenant toutefois la précaution de ne pas avancer encore de date :

CANADA : Le Canada dans la Seconde Guerre mondiale

ISRAEL : Les autorités juives en Europe occupée par les nazis

SUISSE : La neutralité pendant la guerre

FRANCE : La défaite de la France.

De même des colloques auront lieu, qui traiteront de certains aspects de la Seconde Guerre mondiale sans se placer pour autant sous l'égide du Comité international. Citons notamment :

LONDRES: seconde quinzaine d'octobre 1977

Les gouvernements en exil à Londres

LILLE: fin 1977

Chrétiens du Nord et Seconde Guerre mondiale.

5. Enquêtes

Mise au travail obligatoire et réfractaires

En étroite collaboration avec la Fédération nationale des travailleurs déportés et réfractaires, une grande enquête a été lancée en 1975 auprès de tous les membres de ce groupement en vue de recueillir auprès d'eux le maximum de données et de documentation sur leurs tribulations pendant la guerre. En liaison avec le F.N.T.D.R., on élabora un plan de travail qui prévoyait un déroulement régional de cette enquête.

Dans une première phase (1975-76) on écrivit aux membres des "régionales" de Charleroi-Courcelles et de Louvain. Dans une deuxième phase (1976-1977) les sections de Liège, Anvers et Bruges ont leur tour. Le F.N. T.D.R. s'applique régulièrement à susciter la collaboration des intéressés par le moyen d'appels dans le mensuel <u>Echo</u> et fournit sur le plan administratif une aide qui consiste en la préparation des envois d'enveloppes.

Chaque membre reçoit alors du Centre un questionnaire très détaillé qui l'aide à se rafraîchir la mémoire et dans lequel tous les aspects de la déportation et de la résistance au travail obligatoire sont abordés. En même temps, il lui est demandé d'examiner ce qu'il possède encore comme documentation personnelle sur cette période.

Les résultats de la première phase de cette enquête, qui doit finalement couvrir tout le pays, furent très satisfaisants. Le tableau suivant va le montrer.

a) Réponses reçues (en %)

		dont de TO (1)	de TR (1)	de TO-TR (1)
Région de Louvain	33, 17	34, 04	51,77	14, 18
Région de Charleroi-Courcelles	24, 22	69,87	14,85	15,26
Total	26,84	56, 92	28,20	14,87

⁽¹⁾ TO: personnes envoyées au travail obligatoire en Allemagne et en France.

TR: personnes qui sont réfractaires et qui ne sont jamais parties.

TO-TR: personnes qui sont réfractaires et qui ensuite ont été obligées de partir ou personnes qui, après leur retour de congé d'Allemagne, sont restées cachées.

b) Documents reçus

Papiers d'identité allemands (Fremdenpass, carte d'usine, laissez-passer, livret de		
travail, etc.)	•••••	60 pièces
Passeports belges	•••••	11 pièces
Papiers de Werbestelle et/ou		
d'Arbeidsambt	•••••	85 pièces
Lettres de déportés	• • • • • • • • • • • • • • • • • • • •	265 pièces
Journaux, notes personnelles,		
récits		7 pièces
Photos et dessins	•••••	84 pièces
Fiches de salaire	•••••	31 pièces
Divers (cartes de ravitaillement, papiers de rapatriement, tickets d'entrée dans les cinémas et théâtres allemands, tickets de		
train, etc.)	• • • • • • • • • • • • • • • • • • • •	78 pièces

Graduellement, toutes les réponses seront traitées en tableaux synthétiques qui doivent fournir entre autres des données précieuses sur la date des voyages vers l'Allemagne, le nombre de jours de congé, l'ambiance pendant le voyage, les conditions de vie et de travail dans le Illème Reich et, en ce qui concerne les réfractaires, sur le comment et le pour quoi de leur refus et les conséquences de celui-ci sur leur mode de vie.

Il va de soi que cela ne se fait pas en un tour de main et c'est pourquoi nous voudrions adresser aussi un appel à des étudiants (en quête d'éventuels mémoires) et à des chercheurs locaux afin d'être aidé dans ce vaste travail de compilation qui pourrait conduire ainsi à l'élaboration de quelques monographies intéressantes.

6. Expositions

a) Exposition itinérante

Une exposition itinérante antifasciste fut organisée par la <u>Centrale voor Socialistisch Cultuurbeleid</u>, région d'Alost, en novembre et décembre 1975 et fit relâche aux endroits suivants: Zottegem, Alost et Denderleeuw. Le Centre donna en prêt quelques dizaines de photos qui servirent à illustrer le thème: La collaboration dans l'arrondissement d'Alost.

b) Gand

Les 27 et 28 mars 1976, l'Amicale nationale des anciens prisonniers politiques du camp d'extermination de Neuengamme tint son congrès annuel à Gand et le fit accompagner d'une exposition. Le thème central de celle-ci était le premier convoi de prisonniers politiques belges qui fut envoyé vers l'Allemagne le 22 septembre 1941. La figure la plus marquante était le jeune avocat gantois et militant du PCB, André Mandryckx, qui périt dans la baie de Lübeck avec des centaines de prisonniers des camps lorsque leur navire "Cap d'Arcona" fut bombardé par les Alliés. Le Centre prêta pour cette exposition des brochures, des albums de photos et des spécimens de périodiques et l'un de ses chercheurs, L. Kongs, collabora à l'organisation et à la réalisation de l'exposition dont il avait également aidé à rédiger les textes d'accompagnement.

De divers côtés, il fut souligné avec regret que cette exposition n'avait duré qu'un jour et il fut demandé si l'on ne pourrait la refaire selon une formule itinérante et de durée plus importante.

c) Merksem

Du 3 au 8 décembre 1976 la <u>Centrale voor Socialistisch Cultuurbeleid</u>, section de Merksem, a organisé une exposition sur l'histoire du mouvement ouvrier social-démocrate à Merksem. Le Centre prêta des photos et des feuilles clandestines pour la partie qui traitait de <u>La Deuxième Guerre mondiale et le parti socialiste clandestin</u>.

7. Recherches menées avec l'aide du Centre

Des mémoires de licence, basés partiellement ou totalement sur les matériaux du Centre, ont été ou sont préparés par Ward Adriaens (VUB), Willem De Greef (KUL), Bernard Deneckere (KUL), Tine Depuydt (KUL),

Françoise Klein (UCL), Danielle Lambrechts (KUL), Frieda Meire (RUG), Marcy Michel (Ulg), Erich-John Nachtergaele (ULB), Erik Pertz (KUL), Jan Van Belle (RUG), Michel Vanbergen (ULB), André Van Halewijck (KUL) en Ria Willem (RUG).

L'Ecole royale militaire envoya quelques-uns de ses élèves-officiers pour consulter notre documentation tandis que des exercices de séminaire étaient tenus par la VUB, I'ULB et l'UCL. Hugo Cammaer vint en consultation au Centre pour son doctorat sur De circulatie van de politieke elite in België: 1918-1973. Marina Milan (Italie) eut recours au Centre pour s'éclairer sur La France de Vichy dans la presse internationale, tandis que Francine Plisnier consulta ensuite les collections sur le Rôle des femmes dans la Résistance en Belgique. La polonaise Krystina Debowska de l'Institut de géographie historique de l'Eglise en Pologne utilisa, de même, la documentation du Centre pour son doctorat. Avant elle, les professeurs polonais Czeslaw Madajczyk et Jan Zamojski, de l'Institut d'histoire de l'Académie des Sciences de Pologne, avaient, au cours d'un séjour de travail, entrepris une étude comparative Belgique-Pologne pendant la Deuxième Guerre mondiale. Cela s'est effectué dans le cadre des accords culturels avec la Pologne. Michael Blackwell (University of East Anglia) travailla chez nous sur le fascisme.

Roger Anthoine, Stan Lauryssens, Alain Leens, René Mathot, Dirk Martin, Wladimir Plavsic et Etienne Verhoeyen vinrent en consultation au Centre pour des livres et publications.

Lydia Chagoll, Michel Laitem et Christian Mesnil ont préparé leur film chez nous et ont également effectué quelques prises de vues au Centre. La BRT et la RTB ont aussi fait appel, à plusieurs reprises, aux ressources du Centre.

Au total, on a noté 261 visites pour le dernier semestre de 1975 contre 165 pour le dernier semestre de 1974 et 370 pour le premier semestre de 1976 contre 363 pour le premier semestre de 1975.

C. MARNEF

B. ARCHIVES - BIBLIOTHEQUE - COLLECTIONS

1. Archives

a) Les archives du Centre relatives aux secrétaires généraux

De nature et d'origines fort diverses, il s'est constitué peu à peu au Centre un ensemble de fonds qui permettent une approche scientifique de ce problème fondamental que constitue pour l'occupation, la politique des secrétaires généraux. Le doctorat déjà consacré à la question (1), outre qu'il n'épuise pas le sujet, a trouvé sa source principale dans les Papiers De Winter. Ce fonds, très riche, sera mis prochainement, sous forme microfilmée, à la disposition des chercheurs au Centre. Nous voudrions recenser brièvement ici d'autres ressources qu'offrent dès à présent nos archives.

- 1. Série B 5

Sous cette cote figurent tous les documents ayant trait à l'ensemble du Collège des secrétaires généraux, particulièrement les <u>provès-ver-baux</u> des séances.

La série complète des procès-verbaux existe sous deux formes :

- un microfilm (n° 44);
- copies photographiques en dix volumes (2 B 5).

Cette série est complétée par un dossier récapitulatif par thèmes abordés pour les années 1940 et 1941.

Deux fonds particuliers complètent ces séries :

- les papiers Duchene, qui fut le secrétaire du premier président du Collège, M. Delmer (3 B 5), comportent quelques procès-verbaux ainsi que des notes récapitulatives (photocopies);
- les papiers Castiau, (4 B 5), secrétaire général des Communications, qui renferment les notes manuscrites prises aux séances, d'août 1940 à mars 1941 (photocopies).

⁽¹⁾ M. VANDEN WIJNGAERT, Het Beleid van het Comité van de Secretarissen-generaal in België tijdens de Duitse Bezetting 1940-1944, Bruxelles, 1975. Voir aussi J.L. CHARLES et Philippe DASNOY, Les secrétaires généraux face à l'occupant 1940-1944, Bruxelles, 1974.

Deux dossiers (5 B 5 et 6 B 5, photocopies) réunissent une correspondance relative aux impôts de 1942 d'une part, aux grandes agglomérations de l'autre.

Un fonds très important (7 B 5) est constitué par la série (incomplète) des rapports et enquêtes de la Commission d'enquête administrative sur les secrétaires généraux instituée par l'arrêté-loi du 26 octobre 1944. L'inventaire du fonds sera prochainement disponible.

Enfin, les coupures de presse relatives aux procès Schuind et Romsee sont réunies sous la cote 8 B 5.

- 2. Papiers personnels

Nous avons pu recueillir également une série de fonds individuels en provenance soit des secrétaires généraux eux-mêmes soit de hauts fonctionnaires qui ont eu à traiter avec eux pendant la guerre. Leur richesse et les conditions de consultation varient d'un cas à l'autre. Les inventaires particuliers sont consultables au Centre.

- Archives d'anciens secrétaires généraux :
 - Raymond Delhaye (PD 18)
 - J. Hubrecht (PH 6)
 - G. Schuind (PS 1 et W 3)
 - M. Van Hecke (PV 6)
 - J. Vossen (PV 7)
- Magistrats et hauts fonctionnaires :
 - Baron Holvoet (PH 4)
 - Hayoit de Termicourt (PH 3)
 - Paul Struye (PS 4)
 - Me Stasse (JB 2)

J.G.

b) Le fonds Inbel (série L / cote LH)

Le 5 décembre 1940, les ministres réunis en conseil, instituèrent par arrêté-loi l'Office belge d'information et de documentation.

La tâche de l'Office consistait à :

- fournir des précisions sur la situation et les événements en Belgique occupée;
- informer sur l'activité du gouvernement et la contribution de la Belgique à l'effort de guerre;
- renseigner sur la vie des Belges en Angleterre et ailleurs;

- renseigner sur la vie au Congo belge et sur la contribution à l'effort de guerre de la colonie;
- émettre des appréciations sur la situation internationale considérée du point de vue belge.

Cette tâche couvrait donc trois domaines :

- Itinformation.
- la documentation,
- la propagande.

Ces archives d'Inbel couvrent 54 mètres de rayonnage. L'inventaire de l'ensemble est en voie d'achèvement.

H. MASSON

c) Archives Série M

Les Archives nationales de France – qu'elles soient ici remerciées – ont eu l'obligeance de nous offrir les doubles de quelques pièces en provenance du fonds AJ⁴⁰ mieux connu sous le vocable Archives Majestic, les archives du <u>Militärbefehlshaber in Frankreich</u>.

Sous la cote MBF sont donc désormais consultables au Centre :

- MBF 1: les rapports du Kommandostab de novembre 1940 à septembre 1942;
- MBF 2: les rapports du <u>Verwaltungsstab</u> d'août à octobre 1940, octobredécembre 1942, janvier-mars 1944, ainsi que l'organigramme du MBF et quelques <u>Stabsbefehle</u>.

Dans le même envoi figurait un <u>Statistisches Handbuch der Militärverwaltung</u> pour la Belgique et le nord de la France, classé dans la collection des annuaires du Centre.

J.G.

2. Collections et instruments de travail

a) Presse clandestine, petit bilan

La dotation de départ en journaux clandestins fut constituée par diverses collections des Archives générales du Royaume : elle comportait 299 titres pour 2.071 exemplaires. Les démarches du Centre depuis 1970 ont porté ces chiffres à 529 titres pour 4.586 exemplaires, soit un accroissement de 230 titres et 2.515 exemplaires.

b) Tracts clandestins

La collection des tracts clandestins du Centre est désormais classée. Divers essais de classement ont abouti à la constatation que seul un classement pragmatique pouvait tenir compte de la diversité des éléments entrant en ligne de compte : origine, date, sujet, provenance géographique. Les tracts ont été rangés en tenant compte de tous ces éléments à la fois. L'existence de doubles permet d'assouplir les catégories.

L'ensemble s'articule en trois grandes séries :

- 1. parachutés par les Alliés.
- 2. documents affichant une provenance déterminée par la signature d'une organisation.
- 3. tracts totalement anonymes.

- 1. Parachutés_

Ces documents ont l'avantage de porter un signe distinctif émanant du <u>Political Warfare</u> qui les éditait. Nous avons donc recréé les catégories initiales: B, ZB, USB, etc... pour la Belgique; F, USF, etc... pour la France; G pour l'Allemagne. Dans chaque catégorie les tracts sont classés numériquement. Un fichier existe qui mentionne chaque pièce de la collection.

- 2. Mouvements

Nous y avons rangé tous les tracts signés, par mouvement. Ainsi figurent: FI, PCB, MNB, PSB, MNR, Wallons, Syndicats. Selon l'importance des collections, nous avons subdivisé régionalement, laissant groupés les documents nationaux et de provenance incertaine. Figurent également dans cette série les tracts émanant des organisations allemandes et autrichiennes clandestines en Belgique.

3. Anonymes

C'est évidemment cette catégorie qui présente le plus de difficultés. Nous nous sommes laissé guider par les tracts eux-mêmes.

Ainsi existent:

- Une série "anniversaires": documents émis à l'occasion des 11 novembre, 10 mai, 21 juillet, 17 février.
- Une série thématique: tracts relatifs au Roi Léopold III, aux secrétaires généraux, à Van de Meulebroeck, reproduction de documents émanant des autorités ecclésiastiques, tracts relatifs aux agriculteurs, à l'UTMI, démoralisation des troupes allemandes.
- "Grands tracts": nous entendons par là certains documents ayant eu une très grande diffusion et dont de nombreuses formes ont existé qu'il est intéressant de connaître : ainsi le document Plisnier, le do-

cument La Laurencie, les lettres du conseiller Eudoxe.

- Enfin, parce que le cas se présentait grâce à l'activité de J. Wynants, une série Verviers rassemble tous les anonymes retrouvés par notre correspondant dans sa région. Un précieux don de M. Furnémont nous a permis d'ouvrir également un dossier Huy.

En dehors de ces trois grandes séries, nous avons rassemblé distinctement les documents relatifs à la campagne des 18 jours et à la Libération. De même, tous les formulaires officiels, timbres et cartes de ravitaillement, cartes d'identité y figurent également.

Il est entendu que ce classement ne rassemble <u>que les documents</u> <u>entrés épars au Centre</u>. Des collections figurent dans certains Papiers <u>personnel</u> que nous n'avons pu disjoindre, en particulier: Fonds Lejeune, Papiers Overputte, Papiers Gerlo. On se référera aux inventaires particuliers de ces fonds.

J.G.

c) Photothèque

Toutes les photos que le Centre possède sur la Belgique pendant la Seconde Guerre mondiale sont actuellement classées. L'importante collection de photos sur la Collaboration que nous a confiée l'Auditorat général (voir Bulletin n° 6) a également été intégrée à la collection existante. Ce travail particulièrement absorbant a abouti à un catalogue qui s'il ne rencontre pas de sérieuses difficultés techniques paraîtra en reproduction offset dans le courant du premier semestre de 1977. Au total, environ 30.000 photos ont été répertoriées et ventilées en un millier de rubriques classées thématiquement.

Il reste encore les photos qui concernent les événements étrangers avant et pendant la Deuxième Guerre mondiale (estimées à environ 200000). Ici, un travail sérieux est effectué et cela grâce à l'aide d'un collaborateur bénévole qui s'y est mis deux après-midi par semaine pour mener à bonne fin cette oeuvre de tri plutôt ingrate. Un premier résultat fut atteint par la distinction opérée dans cet incroyable salmigondis (les photos se trouvaient dans un terrible désordre lorsqu'elles vinrent en notre possession) entre les photos concernant les événements de guerre et celles qui concernent la période antérieure au conflit.

De ces dernières, il existe une liste provisoire avec un index des 400 cartons dans lesquels elles sont remisées. Cette liste peut être consultée par les visiteurs à leur demande.

La statistique des prêts indique, pour 1975, les chiffres suivants :

Personnes privées	• • • • • • • • • • • • • • • • • • • •	88
BRT	• • • • • • • • • • • • • • •	68
RTB	• • • • • • • • • • • • • • •	62
Hebdomadaires	• • • • • • • • • • • • •	7
Expositions : - en Belgique - à l'étranger	• • • • • • • • • • • • • • • • • • • •	149 35
Institutions étrangères (es: Imperial War Museum, RIVO, etc)		568
Nivo, etc/	• • • • • • • • • • • • • • •	300
Total		977

F.S.

d) Archives sonores

Le Centre a acquis l'enregistrement de 27 interviews conduites en 1976 par M. Ward Adriaens, étudiant de 2e licence en histoire à la V.U.B., auprès d'anciens membres des Brigades internationales en Espagne. Ces interviews ont servi de matériel de base pour l'élaboration, sous la direction du professeur Leo Michielsen, d'un mémoire de licence intitulé De Belgische deelnemers aan de Spaanse Burgeroorlog. Il est inutile de souligner l'importance de ces sources pour l'histoire de la résistance dans laquelle s'illustrèrent beaucoup d'anciens d'Espagne.

L.K.

e) Fonds Breendonk

En vertu d'une décision prise en mai 1976 par le conseil d'administration du Mémorial national du fort de Breendonk, sous la présidence de Monsieur Paul M.G. Lévy, les archives et livres qui lui appartiennent seront transmis au Centre qui publiera un inventaire de ce qui doit finalement devenir un Fonds Breendonk.

Les archives et la bibliothèque (plus de 400 livres) qui se trouvaient dans la salle du conseil du fort ontété inventoriées depuis un certain temps déjà et transférées au Centre en juin 1976. Il reste encore les ouvrages et documents exposés dans les vitrines du musée du fort, dont l'inventaire est en cours. Ces pièces de valeur seront bientôt également en la possession du Centre.

F.S.

f) Coupures de presse - fichier biographique

Nombreux sont ceux qui ont eu l'amabilité de transmettre au Centre des coupures de presse relatives à la Seconde Guerre mondiale, y compris la période qui a précédé les hostilités.

Nous tenons à les remercier et à leur dire le sort qui a été réservé à cette documentation. Désireux de mettre rapidement à la disposition du public un instrument de travail utile dans un domaine où les recherches sont souvent difficiles à orienter, nous avons donné priorité aux renseignements biographiques offerts par ces coupures.

En ce qui concerne les personnes qui ont joué un rôle durant la guerre tant du côté des Belges et des Alliés que du côté allemand, nous avons établi un fichier biographique alphabétique. Les renseignements sommaires connus y sont mentionnés et renvoient aux coupures de presse, ellesmêmes ordonnées alphabétiquement et, pour chaque personnage, chronologiquement.

Nous vous demandons de continuer à nous envoyer de la documentation même récente; elle nous permettra soit de compléter les dossiers existants, soit d'en ouvrir de nouveaux.

Le travail se poursuivra par la constitution de dossiers thématiques : libération, question royale, procès de collaboration, etc.

Marcel LEBRUN

g) Fichier de la répression de la Résistance belge (1940-1944)

Sur base d'un journal censuré, <u>Le Soir</u>, nous avons établi un fichier reprenant les actions accomplies par la résistance armée et les réactions de l'occupant.

Huit données y sont mentionnées :

- 1. Nom de la victime
- 2. Appartenance éventuelle à un mouvement politique
- 3. Appartenance éventuelle à la Wehrmacht
- 4. Arme utilisée
- 5. Lieu de l'action
- 6. Nom du ou des auteurs

- 7. Suites (otages, amendes, etc...)
- 8. Source de l'information.

La date située à gauche de la fiche est celle du journal. La date de l'action, quand elle est connue, figure à droite de la fiche.

Etant donné que l'unique source employée actuellement est le journal <u>Le Soir</u>, le fichier est forcément incomplet, mais il constitue dès à présent un instrument de travail utile. Il sera régulièrement complété au moyen d'autres sources.

J.R.

C. PUBLICATIONS ET CONFERENCES

1. Publications du Centre

Dans le domaine des publications, l'activité du Centre a été marquée d'abord par la réalisation d'un guide des microfilms dû à Wouter STEENHAUT et ensuite par la parution du premier supplément au Répertoire de la presse périodique conservée au Centre.

Le Centre possède à l'heure actuelle 833 rouleaux de microfilms d'archives allemandes réalisés aux Etats-Unis. Dans l'attente du dépouillement en cours qui aboutira à l'établissement d'un fichier détaillé, les chercheurs ont à leur disposition les <u>Guides to German Records Microfilmed at Alexandria</u> ainsi que l'inventaire du <u>Berlin Document Center</u> (BDC) figurant sur le film T 580, roll 999.

Afin de permettre la connaissance des institutions allemandes concernées, des guides à utiliser pour chaque institution ainsi que des films existant au Centre, Wouter STEENHAUT a réalisé un petit guide (Opgave van de microfilms German Records Microfilmed at Alexandria (GRMA) en Berlin Document Center (BDC) in het bezit van het Navorsings en Studiecentrum voor de Geschiedenis van de Tweede Wereldoorlog op 31 december 1974, Bruxelles, 1975, in-4°, XV p.) qui facilitera l'accès à cette documentation énorme et capitale. L'ouvrage peut être obtenu sur demande adressée au Centre.

En 1974, lorsque parut <u>La presse et la Seconde Guerre mondiale.</u> Répertoire de la presse périodique conservée au Centre, dû à André COR-DEWIENER, alors premier assistant au Centre, il avait été prévu que périodiquement - en principe une fois l'an - les bibliothèques et les particuliers qui en auraient fait l'acquisition recevraient gratuitement les accroissements. En octobre 1976, cette promesse fut tenue par l'envoi d'un premier supplément de 50 titres: Répertoire de la presse périodique conservée au Centre. Supplément 1, dû à Luk KONGS, successeur de André CORDEWIENER au service des périodiques du Centre.

Parmi ces 50 titres figurent pas mal d'exemplaires uniques, dont un contrôle dans de nombreuses bibliothèques publiques belges nous a montré l'extrême rareté. On y trouve assez bien de feuilles périodiques émanant de formations politiques d'avant-guerre, don de l'Auditorat général au Centre. Le nombre généralement très limité des numéros conservés par titre prouve d'une part leur rareté, d'autre part les difficultés que rencontre le Centre pour retrouver et acquérir des collections complètes ou relativement complètes. Puisse la parution de ce premier supplément inciter les utilisateurs du répertoire à nous aider à la découverte de collections, en vue de leur acquisition.

Le Centre remercie tous les donateurs qui lui ont permis de rendre la collection de plus en plus intéressante pour la recherche.

2. Publications du personnel scientifique

Albert DE JONGHE (chercheur libre)

 H.J.Elias als leider van het Vlaams Nationaal Verbond. Kanttekeningen bij een artikel van Frans Van der Elst (1ère partie) dans Revue belge dihistoire contemporaine, VI, 3-4, 1975, p. 197-238.

Jean DUJARDIN

- 2 contributions à <u>Hoe België Wereldoorlog II overleefde</u>, Bruxelles, D.A.P. Reinaert <u>Uitgaven</u>, 1975.

José GOTOVITCH

- Wallons et Flamands: le fossé se creuse dans La Wallonie, le pays et les hommes, tome II, Bruxelles, La Renaissance du Livre, 1976, p. 295-317.
- Quelques données relatives à l'extermination des tsiganes de Belgique, dans Cahiers d'histoire de la Seconde Guerre mondiale, 4, 1976.
- 4 contributions à <u>Hoe België Wereldoorlog II overleefde</u>, Bruxelles, D. A. P. Reinaert Uitgaven, 1975.

Luk KONGS

- Collaboration à l'<u>Encyclopedie van de Vlaamse Beweging</u>, tome II, Tielt, Lannoo, 1975. Diverses rubriques, e.a.: <u>Ward Opdebeeck</u>, <u>Orde!</u>,

- Ordre thiois, Pays-Bas Belgiques, Paul Persijn, Verbond van Dinaso-Corporaties.
- Répertoire de la presse périodique conservée au Centre. Supplément 1, Bruxelles, Centre de recherches et d'études historiques de la Seconde Guerre mondiale, 1976, (50 p.).

Willem C.M. MEYERS

- Collaboration à l'Encyclopedie van de Vlaamse Beweging, tome II, Tielt, Lannoo, 1975. Diverses rubriques, e.a.: Verzer (partim: Het verzet en de Vlaamse Beweging) (p. 1803-1804), De Nationaal-Socialist, Nationaal-Socialistische Beweging in Vlaanderen, Nationaal-Socialistische Vlaamsche Arbeiderspartij, Vlaamsche Landsleiding.
- 9 contributions à <u>Hoe België Wereldoorlog II overleefde</u>, Bruxelles, D.A.P. Reinaert Uitgaven, 1975.

Frans SELLESLAGH

- 3 contributions à <u>Hoe België Wereldoorlog II overleefde</u>, Bruxelles, D. A. P. Reinaert Uitgaven, 1975.
- Collaboration à l'<u>Encyclopedie van de Vlaamse Beweging</u>, tome II, Tielt, Lannoo, 1975. Diverses rubriques.

Jean VANWELKENHUYZEN

- La conférence diplomatique du 5 avril 1940 dans Cahiers d'histoire de la Seconde Guerre mondiale, 3, 1974, p. 85-101.
- <u>La Libération du nord de la France et de la Belgique Quelques aspects</u>
 des opérations militaires dans <u>Revue du Nord</u>, tome LVII, n° 226,
 1975, p. 251-274.
- 39-40: Journal d'une défaite dans La Revue nouvelle, tome LXIV, n° 10, 1976, p. 375-383.

3. Conférences du personnel scientifique

Jean DUJARDIN

- 19 août 1976, <u>L'utilisation du témoignage direct. Limites et possibi-</u> lités, Huy, 44e congrès de la Fédération belge des cercles d'archéologie et d'histoire.

José GOTOVITCH

- 28 novembre 1976, Liopinion et le Roi (1940-1945), Bruxelles, colloque de l'Association belge pour l'histoire contemporaine.
- 4 décembre 1976, L'histoire de la Seconde Guerre mondiale en Belgi-

<u>que</u>, Liège, Association des historiens sortis de l'Université de Liège.

Luk KONGS

- 14 novembre 1975, <u>Het fascisme vroeger en nu</u>, Saint-Nicolas, B.U. V.V., O.S.W. 2700, Wereldwinkel.
- 18 février 1976, <u>Teorieën over het fascisme</u>, Gand, B. U. V. V. -Jon-geren.

Jean VANWELKENHUYZEN

- 17 février 1976, Les activités du Centre de recherches et d'études historiques de la Seconde Guerre mondiale, Anvers, Rotary Escaut.
- 8 juillet 1976, Neutralité et défense nationale : Quelques traits de la politique militaire belge en 1939-1940, Téhéran, colloque international d'histoire militaire.
- 16 novembre 1976, <u>Les relations militaires franco-belges de Versail-les à la remilitarisation de la Rhénanie</u>, Bruxelles, Association des fonctionnaires européens, anciens résistants, déportés et internés.
- 27 novembre 1976, A propos de l'alerte de janvier 1940: Des ressorts d'un conflit, Bruxelles, colloque de l'Association belge pour l'histoire contemporaine.

4. Emissions de radio / TV

José GOTOVITCH

- 13 octobre 1976, RTB, TV, émission introductive aux "Télémémoires" avec le professeur R. De Schrijver.

Jean VANWELKENHUYZEN

- 25 mai 1976, Pétain, Paris, Antenne 2 ("Les dossiers de l'écran").

CHRONIQUE

LES PRISONNIERS DE GUERRE BELGES 1940 - 1945. EMISSIONS DE

LA R. T.B. DES 17 ET 24 OCTOBRE 1975

Lorsque Jacques Cogniaux décida de consacrer deux émissions aux prisonniers de guerre belges, il s'adressa à son conseiller d'histoire militaire, le professeur Charles, de l'Ecole royale militaire et ce dernier fit appel à moi en tant que spécialiste en la matière.

Nous nous sommes réunis à trois durant quatre matinées, le professeur Charles et moi-même fournissant toutes les données numériques, recherchant les personnes à interviewer, écartant les témoignages douteux. Jacques Cogniaux et son équipe ont réalisé toutes les interviews, effectué le découpage et le montage de l'émission, Alain Nayaert en fut le présentateur. Avant de passer sur antenne, les deux émissions ont été projetées devant un certain nombre de personnalités dont Monsieur Raoul Nachez, président national de la Fédération nationale des anciens prisonniers de guerre, qui a marqué son accord plein et entier.

Ces émissions ont été diversement appréciées. Le principal reproche étant d'avoir mis en scène trop d'officiers et pas assez de soldats. C'est vrai, mais il était beaucoup plus aisé de retrouver des officiers qui, en général, s'expriment mieux.

Nous aurions présenté un tableau idyllique de la captivité: quatre colis, deux lettres et deux cartes par mois, pièces de théâtres, concerts, conférences et cours divers, bibliothèques, sports. Peut-être n'avonsnous pas assez insisté sur le fait que ces activités n'existaient que dans les Oflags, les camps centraux des Stalags et quelques Kommandos proches des Stalags. La plupart des Kommandos de travail ne profitèrent pas de ces avantages. De plus, ils n'existèrent que durant la période centrale de la captivité.

Au début de la captivité il n'y avait ni lettres, ni colis et les captifs souffrirent de la faim et de l'inconfort. Certains logeaient sous la tente. La durée de cette période fut variable selon les camps, mais s'étendit approximativement de juin 1940 à janvier 1941. La seconde période fut celle de la stabilisation de la captivité : loisirs et sports fleurissent grâce à l'abondance des colis. La troisième période (à partir de septembre 1944

jusqu'à la fin du IIIe Reich) est la plus pénible de la captivité : plus de lettres, plus de colis et les Allemands affament systématiquement leurs prisonniers pour les rendre incapables de réagir. Loisirs et sports disparaissent et les prisonniers luttent pour survivre.

Heureusement, il leur reste l'espoir d'une libération toute proche. La plus grande partie des prisonniers de guerre travaillaient en Kommando (détachement de travail).

Il y avait de bons et de mauvais Kommandos (mines de plomb, aciéries, usines à munitions, assèchement de marais). Malheureusement nous n'avons pu retrouver un témoin valable de ces Kommandos particulièrement défavorisés.

Des anciens prisonniers de guerre ont critiqué la représentation de la clôture en barbelés qui servait de fond à une partie de l'émission : quatre fils de fer barbelés tendus entre deux piquets. La véritable clôture des camps était autrement fournie. L'école du génie de Jambes n'a pu que schématiser cette barrière. Les spectateurs l'auront compris.

Signalons la courte séquence d'un film allemand montrant les colonnes de soldats et de civils s'engageant sur la glace du Frisches Haff gelé, dans la grisaille d'un jour de février 1945. Une partie des Belges du Stalag 1A a suivi cette voie dans la longue marche de Stablack à Heide dans le Schleswig-Holstein, sous la conduite de l'homme de confiance principal, l'adjudant Georges Smets.

Bref, l'émission n'était pas sans défaut, mais il était malaisé de rendre tous les aspects divers de la captivité de guerre en deux fois 45 minutes.

Nous avons tenté de réaliser une évocation honnête, vraie, pittoresque et de nature à intéresser le grand public. La télévision n'est pas un instrument d'exposé encyclopédique. Ce qui compte, c'est de rappeler de façon suffisamment objective le sens général des événements.

Georges HAUTECLER commandant e.r.

Le texte volumineux (1) que nous avons devant nous date en réalité du 20 juillet 1944. Edgard Delvo l'a rédigé sur base de sa propre expérience du mouvement socialiste avant la guerre, de l'UTMI sous l'occupation et des résultats de différents congrès - Front du travail et autres - tenus en Allemagne pendant la Seconde Guerre. L'auteur y exprime son espoir d'une société meilleure d'où la lutte des classes et le capitalisme seraient bannis, où la collaboration entre capital et travail oeuvrerait au service de la communauté nationale populaire (volksnationale gemeenschap) et d'une Europe unie. En lui-même, le texte est particulièrement important. Peu de matériel existe au sujet de ce qui est appelé aujourd'hui la collaboration sociale. Dans l'historiographie de la Seconde Guerre mondiale, ce phénomène est très peu traité et, dans la plupart des cas, il est appréhendé comme une déviation des conceptions planistes et comme l'expression de la collusion capitalisme-fascisme. En particulier, on ne trouve rien sur ce courant né de l'idée que le concept de lutte des classes aboutissait à un échec et ayant mûri sous l'influence des aspects sociaux du nazisme.

Ces constatations ont poussé Delvo à rendre ce texte public. La tâche qu'ils s'étaient assigné, lui et les siens, pouvait-elle être menée à bien dans le contexte national-socialiste? L'introduction, écrite en 1974, laisse clairement entendre que Delvo se pose des questions à ce propos. "Qui sait, écrit-il page 12, s'il ne nous aurait pas été infligé une désillusion supplémentaire."

Des archives révélées aujourd'hui confirment que ce doute était fondé. Il s'agit d'un dossier consacré à la diffusion des idées émises lors d'une "rencontre sociale européenne" tenue à Bad Salzbrunn en mars 1944, réunion évoquée par Delvo (pp. 242-246) et dont il publie en traduction les résolutions.

Le dossier (Microfilm T580, <u>Berlin Document Center</u>, R 669, Ordner 508) comporte une série de documents à usage interne du ministère de la Propagande (<u>Reichsministerium für Volksaufklärung und Propaganda</u>).

La première pièce, datée du 27 mai 1944, est adressée à Goebbels par le référendaire Dr. Wimmer, <u>Leiter</u> de l'<u>Abteilung Pro</u> et au Dr. Maelicke, Leiter de l'Abteilung A. L'objet en est l'Ordre nouveau de l'Europe.

⁽¹⁾ Edgard DELVO, Sociale collaboratie. Pleidooi voor een volksnationale sociale politiek, Anvers, De Nederlandsche Boekhandel, 1975, in-8°, 266 p.

"Nachdem die Weimarer Kundgebung, auf der ein europäisches Sozialprogramm verkündet werden sollte, auf unbestimmte Zeit verschoben wurde (1), andereseits gerade auf die breiten Massen der Werktätigen in allen Ländern eingewirkt werden sollte, wird vorgeschlagen, dass bereits jetzt eine gründliche Vorbereitung unter Leitung unseres Hauses in die Wege geleitet wird. Die Vorbereitung der Weimarer Thesen hat darunter gelitten, dass die Deutsche Arbeitsfront trotz aller Mahnungen von Seiten des Ministeriums mit der Ausarbeitung und Formulierung der Thesen bis zum letzten Tag gewartet hatte. Da ein sozialpolitisches europäisches Nachkriegsprogramm von ausserordentlicher Bedeutung ist, scheint es notwendig, eine in jeder Hinsicht wirkende Formulierung der Thesen zu finden.

Zu diesem Zweck wird vorgeschlagen, dass Abteilung Pro und Abteilung A von Ihnen beauftragt werden, im Benehmen mit den zuständigen Stellen, insbeson-

dere der DAF, ein solches Programm auszuarbeiten.

Eine Grundlage für dieses Sozialprogramm könnten die Beschlüsse bilden, die von Sozialwissenschaftlern fast aller europäischen Länder auf der vom Arbeitswissenschaftlichen Institut der DAF im März d.J. veranstalteten Salzbrunner Tagung erarbeitet und einstimmig angenommen worden sind. Die Ergebnisse der Tagung sind aus dem in der Anlage beigefügten Schlussprotokoll ersichtlich (2). Die deutsche Presse hat sich mit den in Salzbrunn aufgestellten Sozialthesen wiederholt beschäftigt. Es scheint darüber hinaus jedoch zweckmässig, für eine Verbreitung der in Salzbrunn formulierten Thesen im Auslande in geeigneter Form zu sorgen. Bei entsprechender Popularisierung und Konkretisierung dieser Thesen dürfte eine tiefergehende Wirkung der Tagungsergebnisse im Auslande durchaus erreichbar sein. Das "Signal" wird bereits in einer der nächsten Ausgaben auf die Veranstaltung eingehen.Darüber hinaus könnten auch die deutschen Auslandsrundfunksendungen sich stärker als bisher mit den Salzbrünner Beschlüssen beschäftigen, sowie ferner die Organe des Fremdsprachen- und Forum-Verlages, der Artikeldienst, die Schallplatte, die Schaufensterpropaganda u.a. Propagandamittel in geeigneter Form eingesetzt werden.

1) Sind Sie, Herr Reichsminister, damit einverstanden, dass die Abteilungen Pro un A im Benehmen mit den zuständigen Stellen ein Programm für die sozialpolitische Neuordnung Europas ausarbeiten, das zu einem geeigneten Zeitpunkt verkündet wird?

) Kann eine Verbreitung der Salzbrunner Beschlüsse in der vorgeschlagenen

Weise im Rahmen der Auslandspropaganda erfolgen?"

⁽¹⁾ L'unique mention que cette rencontre annoncée eut bien lieu figure dans SAINT PAUL IEN, <u>Histoire de la collaboration</u>, s.l., l'Esprit nouveau, 1964, p. 578 ... "la conférence de Weimar, qui fit suite à celle de Dresde, à la fin de l'année 1944...".

⁽²⁾ Même dossier, 8 p.

La réponse du ministre fut catégorique : Un " Nein !" manuscrit et paraphé figure sur le texte. Le 9 juin, l'<u>Oberregierungsrat</u> Hamel, <u>Ministeramt</u> RMVP, s'adresse au <u>Leiter Pro</u>:

"Der Herr Minister ist damit einverstanden, dass die Abteilungen Pro. und A. ein Programm für die sozialpolitische Neuordnung Europas ausarbeiten. Vor irgend einem öffentlichen Hinweis is jedoch Vorlage erforderlich. Die Verbreitung der Salzbrunner Beschlüsse im Rahmen der Auslandspropaganda wünscht der Herr Minister nicht."

De toute façon, il semble qu'il n'était pas dans l'intention de Goebbels de diffuser, dans l'immédiat, les idées contenues dans les résolutions de la rencontre de Salzbrunn. Nous ne pouvons que nous interroger sur les raisons. Etait-ce parce que ces idées étaient formulées de manière trop précises et ne pouvaient être traduites qu'avec peine en slogans (1)? Etait-ce parce que la collaboration en Europe ne pouvait coïncider avec la conduite impérialiste allemande qu'appuyait Goebbels, en contradiction avec ses slogans sur l'"Europe unie dans la lutte contre le bolchevisme"?

Le texte de Delvo ne dit rien à ce sujet. Par la force des choses, le texte était destiné au public de 1944, dans une Europe contrôlée par l'Allemagne. Il était donc impossible à l'auteur de faire connaître ce qui dans cette Europe ne tournait pas rond, quels étaient les groupes qui s'opposaient au sein du pouvoir nazi qui était tout sauf monolithique. Le point faible de cette publication est que ce texte réfléchi et porté par l'enthousiasme n'est pas replacé dans son époque. La tâche de l'éditeur aurait dû consister à situer le document dans le contexte de l'évolution de la Seconde Guerre mondiale par des notes explicatives, des extraits de textes de l'époque et un cadre chronologique. L'introduction du professeur Van Isacker S.J. n'apporte rien de tout cela.

WIMMEYERS

⁽¹⁾ Delvo ne donne que la première partie des résolutions de Salzbrunn. Dans une seconde partie (BDC, T 580, R 669, Ordner 508) il est fait des propositions pour l'étude ultérieure de la problématique abordée.



NOTES DE LECTURE

Cours clandestins 1941-1944, Bruxelles, U.L.B. Faculté des sciences, Publication de l'A.Sc.Br., 1976, in-4°, 152 p. + illustr.

L'organisation des cours clandestins par des étudiants et assistants de l'U.L.B. avec l'appui de professeurs "interdits de cours" par l'occupant constitue une véritable épopée intellectuelle de l'occupation. Elle fait suite à la fermeture volontaire de l'Université du libre examen en novembre 1941 et participe du même esprit: le refus de se soumettre à l'ordre national-socialiste.

Les étudiants qui en prirent l'initiative, les assistants, professeurs d'athénée et les titulaires universitaires qui les aidèrent inventèrent ainsi dans la clandestinité de nouvelles formules pégagogiques: travail par groupe, autogestion, participation des étudiants à l'enseignement. Le ciment en était la solidarité, le désir d'apprendre et l'opposition à l'occupant. Il fallait également une solide dose d'optimisme pour entamer en 1942 ou 1943 une première candidature dans une université qui... n'existait plus. Il fallait un sens admirable de l'organisation et du courage pour coordonner le tout en veillant de surcroît à la qualité de l'enseignement.

Anne Fonteyne, qui fut l'un dés organisateurs étudiants de ces cours, a entrepris de réunir souvenirs et documents pour que cet épisode ne tombe pas dans l'oubli avec la disparition des acteurs. Le document publié présente ainsi plusieurs contributions de professeurs et d'étudiants qui font l'historique des cours dans les différentes sections de la Faculté des sciences. Les réponses les plus marquantes au questionnaire envoyé aux participants ainsi qu'une série de documents d'époque publiés en facsimilé clôturent ce volume vivifiant.

Il reste à espérer que pareille enquête soit entreprise dans les autres facultés concernées et aboutisse à une étude d'ensemble sur cet épisode spécifique et significatif de l'occupation.

J.G.

Jacques CROKAERT, <u>Sur les routes de l'exode</u>, Strombeek-Bever, Editions Le Scorpion, (1976), préface de K. Van Isacker, post-face de Jacques de Launay, in-8°, 333 p.

Enpubliant maintenant un manuscrit inédit de son mari disparu en 1949, Mme Jacques Crokaert a voulu remplir un pieux devoir. C'était évidemment une gageure. En un bon quart de siècle, des précisions ont vu le

jour, qui étaient inconnues à l'époque. Le recul du temps, surtout, a rempli son office en affinant les perspectives. Les sentiments personnels de l'auteur, dont les sympathies rexistes étaient notoires et lui valurent quelques ennuis à la Libération, risquaient de faire de son livre ce que le préfacier, le R.P. K. Van Isacker S.J., appelle "un mouvement d'impuissante colère inspirée par le ressentiment". Certes, ces faiblesses existent dans Les routes de l'exode. Mais il serait injuste de s'en tenir à des notations aussi négatives. Il faut reconnaître à Jacques Crokaert de l'intelligence et du talent. Les polémiques nées de la Question royale avaient déjà fait sortir beaucoup de documents et de témoignages. L'auteur a pu y ajouter ses propres souvenirs. Le parti qu'il en tire ne plaira sans doute pas à tout le monde. Il comporte des erreurs dues de toute évidence à des rancoeurs. Il compte toutefois également de bonnes pages, des précisions inédites, des observations pertinentes, jalonnant un récit bien enlevé qui demande seulement d'être lu cum grano salis. Les mises à jour qui s'imposent, les corrections nécessaires auraient pu fournir la matière d'une post-face. Car Mme Jacques Crokaert a eu l'idée, bonne en soi, de vouloir une postface. M. Jacques de Launay, qui l'a composée, en a malheureusement profité pour exposer quelques interprétations qui lui sont chères. Le moins qu'on en puisse dire est que le résultat est décevant. M. de Launay a des formules à l'emporte-pièce que M. Crokaert n'a pas. Les nuances, ce serait finalement à l'auteur qu'il faudrait les emprunter pour corriger le postfacier. C'est ainsi que ce dernier écrit: "Dès le 28 mai 1940, le gouvernement, par une sorte de coup d'Etat républicain, s'était attribué tous les pouvoirs du chef de l'Etat" (page 326). Ce que Jacques Crokaert rapporte des événements du 28 mai est beaucoup moins sommaire. Par surcroît, pour justifier ce qu'il avance, M. de Launay se réfère à une étude – au demeurant digne, elle, de tous les éloges - de M. Fernand van Langenhove (p. 327 et 332, note 62). Il le fait d'ailleurs sans mentionner de page. Il est presque superflu d'ajouter qu'il serait vain de rechercher sous la plume de l'ancien secrétaire général du ministère des Affaires étrangères ce que M. de Launay lui attribue.

J. V.

Noël DECONINCK, <u>Le Renaisis pendant la Seconde Guerre mondiale (Notes et documents</u>), vol. I (1940-1943), Nederokkerzeel, chez l'auteur (Dorpstraat, 17), 1975, 232 p.

Nous avons signalé précédemment l'heureuse floraison d'études locales consacrées à la Seconde Guerre mondiale. Un nouveau volume enrichit la série, il est consacré au Renaisis et plus particulièrement à Renaix. L'auteur a réuni une imposante collection de documents, de nombreuses photos, a recueilli de multiples témoignages. Il prend soin cependant de prévenir des lacunes inévitables, ou de l'impossibilité de tout dire encore, en ce qui concerne les personnes. Tel quell'ouvrage est fort riche.

Il débute par la campagne des 18 jours qu'il décrit tant du côté allié qu'allemand, en détaille les conséquences humaines et matérielles pour la région. Tous les aspects de l'occupation sont ensuite examinés un à un : PG renaisiens, autorités communales, ravitaillement, mise au travail, collaboration, premiers sabotages. Un luxe de documents illustre chaque chapitre. Une série d'annexes donne très soigneusement des listes de victimes des bombardements, des combats de 1940 (Belges, Anglais, Allemands, Français), ouvriers renaisiens morts en Allemagne.

Par le soin apporté à sa conception technique, l'objectivité de l'auteur, la qualité des documents, cette monographie prend place parmi les travaux de base indispensables à la connaissance intime de l'histoire de la guerre en Belgique.

J. G.

Jacques DE LAUNAY, <u>Histoires secrètes de la Belgique 1935-1945</u>, Paris, Alain Moreau, 1975, in-8°, 330 p. + illustr.

DROIT DE REPONSE

A la suite de la parution, dans le numéro 6 du BULLETIN (pages 54 et 55), d'un compte rendu de l'ouvrage de M. Jacques de Launay intitulé <u>Histoires secrètes de la Belgique 1935-1945</u>, MM. les ministres de l'Education nationale ont reçu de l'auteur, en leur qualité de présidents du Centre, un droit de réponse que nous publions ci-dessous sans commentaire, laissant à nos lecteurs le soin d'en apprécier la valeur.

M. Le Ministre de l'Education Nationale,

Je suis surpris de constater que dans le n°6 de novembre 1975 vous ayiet fait appel au professeur W. MEYERS, biographe et admirateur de M. BORMS, pour régler le compte de mes Histoires secrètes de la Belgique 1935-1945, Paris, Alain Moreau, 1975. (1)

Un partisan contre un historien, car M. MEYERS l'a très bien vu : je ne suis ni un bon romancier, ni un bon journaliste, seulement un historien comme mes maîtres Hérodote, Thucydide et Xénophon qui, dit-on, n'étaient point agrégés d'histoire.

⁽¹⁾ N.D.L.R. Nous laissons à M. de Launay la responsabilité de ses insinuations concernant M. Meyers qui n'est, par ailleurs, ni professeur ni auteur d'une biographie de Borms.

Cette publication du Ministère de l'Education Nationale n'est-elle point scientifique? Car le Centre de Recherches et d'Etudes historiques de la seconde guerre mondiale, qui, je pense, après les 50 ans d'usage, publiera ses premiers livres en 1995, se place sous le signe de la recherche. Pour ma part, je ne suis qu'un chercheur isolé qui trouve, par opposition et saine émulation avec les chercheurs qui cherchent.

Le professeur MEYERS me querelle sur la grammaire à propos de ces "Histoires secrètes". La langue française donne à ce pluriel un sens restrictif et je ne comprends pas que cet éminent polémiste ait lu ce titre au singulier. Vous dirai-je que l'emplci répété du même verbe "pouvoir" à deux reprises dans les quelques premières lignes me paraît incorrect ? Mais je n'aurai pas cette prétention au pays de Grévisse.

Le fond du problème n'est pas non plus dans la critique, libre et imprescriptible dans votre Constitution belge, ainsi que dans celle de la République dont je suis le citoyen. M. MEYERS ne croit pas aux 135 pièces de l'Auswärtiges Amt qui font de Tester un espion. C'est son droit. La rigueur scientifique de l'historien à laquelle pour ma part je suis obligé ne me permet pas de douter.

Je remercie d'ailleurs le professeur MEYERS d'avoir pointé seulement deux fautes dans la traduction néerlandaise, dont une faute de latin. Il est rare qu'une traduction scit aussi exacte - et je ne maîtrise à regret pas la langue néerlandaise, pas plus que l'espagnol, le hongrois ou le polonais, langues dans lesquelles sont traduites plusieurs de mes oeuvres. Je transmets ces compliments de facto à mon traducteur, professeur de philologie à l'U.L.B.

Ce que je ne puis admettre, c'est l'injure par insinuation. Le professeur MEYERS est, à ma connaissance, la seule personne qui ait lu tous mes livres - quelques 8000 pages imprimées - et il me renvoie à mes chères études, bardé d'une excommunication venue de je ne sais quel fonctionnaire français à propos de mon identité.

J'irai droit au but : l'aryanité d'une de mes aieules ne me trouble aucunement et je méprise ceux qui s'y réfèrent.

Quant à mon nom de guerre (ex-agent OCM depuis 1942, agent de liaison entre la France et la Belgique) et à mon nom de plume, public et bien connu depuis plus de trente ans, je vous dirai que si je ne détiens point de titres de noblesse j'aspire à la noblesse des lettres. Mon blason est de gueules avec peu d'argent et ma devise est: "Bien faire et laisser braire".

Je vous salue bien.

Jacques de Launay.

Jacques DE LAUNAY, <u>Hitler en Belgique</u>, Strombeek-Bever, Byblos, 1975, 157 p.

M. Jacques de Launay est curieux des choses du passé. Il a d'ailleurs un talent certain pour faire des trouvailles qu'il sait comment présenter à son public. C'est ainsi qu'il a pris son bâton de pèlerin pour cheminer sur les pas de Hitler en Belgique. Celui-ci est venu dans notre pays pendant deux périodes de son existence. Il y a séjourné d'abord comme modeste combattant pendant la Première Guerre mondiale. Il y est revenu ensuite en tant que commandant suprême des forces armées allemandes pour diriger la seconde phase de la campagne de 1940. Mais M. de Launay ne se contente pas de suivre le maître tout puissant du Illème Reich. Il s'intéresse aussi aux membres de son entourage que les hasards de la vie ou des événements ont conduits en Belgique. Son livre s'ouvre du reste par un court chapitre consacré à <u>Une jeune fille allemande à Vilvorde</u>. Il s'agit de la future Mme Goebbels. Sous le nom de Magda Friedländer, elle a suivi, de 1906 à 1914, les cours de l'Institut des Ursulines. Ces détails, et d'autres que M. de Launay rappelle, n'ont sans doute qu'une importance assez mince. Il passe toutefois à des considérations d'une portée différente quand il écrit : "De son séjour à Vilvorde, elle avait gardé la pratique courante de la langue française et une sympathie particulière pour les Belges. Elle fut l'interprète entre Goebbels et Degrelle qui ne connaissait pas l'allemand et répondit favorablement à toutes les demandes de secours ou d'interventions qui lui furent présentées par des citoyens belges, notamment dans les années difficiles de la fin du IIIème Reich" (p. 16). Magda Goebbels fut en somme, selon M. de Launay, une médiatrice bienveillante pour "des citoyens belges". Il serait intéressant de savoir quels furent ceux de nos compatriotes qui bénéficièrent de ses bonnes dispositions. M. de Launay ne le précise pas. Il conclut en reprenant simplement son affirmation sous une autre forme : "A-t-elle parlé de la Belgique avec Hitler ? C'est certain, mais il ne reste point de traces écrites. Disons que Magda fut, parmi les proches du Führer, l'une des personnalités qui a le plus contribué à créer un climat favorable aux Belges dans les plans du IIIème Reich" (p. 16). Malheureusement, arrivé à ce point qui promettait de devenir intéressant. M. de Launay coupe court et passe sans transition à L'estafette de Messines, c'est-à-dire à Hitler en personne au début de la "Grande Guerre". Le lecteur en reste donc à se demander ce qui permet à M. de Launay de prêter tant d'influence et si bénéfique pour les Belges à l'épouse du ministre de la Propagande du IIIème Reich. C'est là, au demeurant, un de ces mystères qui émaillent l'oeuvre de M. de Launay. Il avance des choses qui pourraient avoir de l'importance et le fait sans produire une preuve ni citer une source. Il faut le croire sur parole. Avec la meilleure volonté du monde ce n'est pourtant pas toujours possible. Lorsque des recoupements sont à portée de main, ils suscitent souvent des doutes sur la rigueur de l'information de M. de Launay. Le chapitre intitulé Hitler en Wallonie en est un exemple. Il traite du séjour du Führer dans le petit village de Brûly-de-Pesche, près de Couvin, en juin 1940. Le sujet est maintenant bien connu grâce aux re-

cherches faites avec le plus grand soin par M. René Mathot (1). La comparaison n'est guère favorable à M. de Launay. Pour tenir les promesses de son titre, il aurait d'ailleurs dû signaler que Hitler avait foulé le sol wallon une première fois, en 1940, le 17 mai, lorsqu'il avait conféré à Bastogne avec le général von Rundstedt (2). Il écrit d'autre part : "Le 18 mai, une brigade de pionniers avait tracé les plans du nouveau G.Q.G. Wolfschlucht (ravin du loup)" (p. 60). Or, les documents de première main utilisés par M. Mathot montrent que le site de Brûly-de-Pesche n'a été reconnu que le 22 mai. L'installation, dont les grandes lignes ont été tracées le lendemain, a reçu le nom de Waldwiese (pré forestier). Le Führer est arrivé très précisément le 6 juin, à 13 h 30, et non le 28 mai, comme M. de Launay le donne à entendre (p. 59). C'est seulement sur place que Hitler a rebaptisé son nouveau G.Q.G. en l'appelant Wolfschlucht. Ce ne sont là, certes, que des broutilles. De même que les erreurs sur la répartition des logements. M. de Launay ne fait du reste que reproduire ce que d'autres ont écrit avant lui en disant que le général von Brauchitsch eut droit à la maison communale (p. 60). En réalité, comme le montre M. Mathot, il logeait à Forges, près de Chimay. L'étude à laquelle se référer en l'occurrence est sans conteste celle de M. Mathot. Le crédit que M. de Launay mérite n'est toutefois pas plus grand dans d'autres chapitres. Celui qui a pour titre Le train de Jabbeke en est peut-être l'illustration. On se demande du reste ce qu'il fait dans un livre intitulé Hitler en Belgique. Quoi qu'il en soit, il accumule en trois pages les fautes contre la méthode historique. Qu'il situe dans la nuit du 17 au 18 mai 1943 (p. 96) un bombardement qui a eu lieu vingt-quatre heures plus tôt (3) n'est évidemment pas pendable. Ce qui commence à devenir plus sérieux, c'est le portrait brossé par M. de Launay du Gauleiter Fritz Sauckel: "(II) n'a laissé que de bons souvenirs dans sa province et sa vie de famille fut exemplaire"... "Sous son masque dur, ce père de famille exemplaire cache un coeur d'or" (p. 99). En lisant ces lignes, on se prend à rêver. Sauckel, un coeur d'or ? Mais si l'on sait quelles sont les sources de M. de Launay on a tôt fait de comprendre. Pour dépeindre Sauckel, il a simplement repris ce que le Gauleiter a dit de lui-

⁽¹⁾ René MATHOT, Le plan du Grand Quartier Général de Hitler à Brûlyde-Pesche en juin 1940 dans Annales d'histoire locale "Au pays des Rièez et des Sart", t. 64, 1975, p. 659-667; et, du même auteur, Comment fut installé le G.Q.G. de Hitler à Brûly-de-Pesche? dans Ibidem, t. 65, 1976, p. 16-30.

⁽²⁾ Andreas HILLGRUBER, Hitlers Strategie, Politik und Kriegführung 1940-1941, Francfort-sur-le-Main, Bernard& Graefe Verlag für Wehrwesen, 1965, p. 671.

⁽³⁾ Charles WEBSTER & Noble FRANKLAND, The Strategic Air Offensive against Germany 1939-1945, vol. II, Londres, Her Majesty's Stationery Office, 1961, p. 168.

même devant le tribunal de Nuremberg (1). Il l'a repris sans une once d'esprit critique, sans même tenir compte des correctifs apportés ensuite par Speer à ce portrait naïvement idéalisé. Ce trait n'épuise pourtant pas ce qu'il faut redresser dans ce chapitre. M. de Launay écrit que Sauckel "avait pleins pouvoirs pour rassembler 50000 ouvriers qui viendraient reconstruire ce qui avait été détruit" (p. 96). Cependant, à Nuremberg, Speer a expressément reconnu que ces ouvriers avaient été amenés en Allemagne sur ses instructions à lui et "sans l'accord de Sauckel" (2). M. de Launay poursuit néanmoins son récit. Il rapporte une intervention du leider de DeVlag. Jef Vande Wiele serait intervenu avec succès auprès de Sauckel pour que le contingent flamand - 9500 hommes dit-il - déjà rassemblé à Jabbeke ne soit pas envoyé en Allemagne (p. 99). Les recherches les plus minutieuses ne permettent malheureusement pas de confirmer cette version des faits. Au contraire le rapport mensuel de la section Bemiddeling en Voorzorg (Entraide et prévoyance) de DeVlag pour la période du 26 juillet au 25 août 1943 fait état du mécontentement qui règne dans des familles de travailleurs de l'Organisation Todt à la suite de l'envoi d'ouvriers, sans avertissement, en Allemagne. Pour apaiser les esprits, Jef Van de Wiele avait dû décider l'octroi d'un prêt de 500 F à ces familles. Si le leider de DeVlag a fait la démarche que M. de Launay lui prête - et rien ne le prouve -, le moins qu'on en puisse dire est qu'elle ne paraît pas avoir été couronnée de succès ! Mais M. de Launay, qui est comme d'habitude d'une grande discrétion sur ses sources, n'a probablement pas poussé ses investigations aussi loin. Tout se passe comme s'il avait bâti ce chapitre sur un témoignage unique et non contrôlé, complété par l'une ou l'autre notation superficielle. Le cas aurait-il été isolé, cela n'aurait pas valu la peine de le signaler, d'autant plus qu'en fin de compte le volume qui nous occupe a une portée limitée. Mais, justement, M. de Launay est coutumier du fait. Il s'accorde les mêmes facilités pour traiter de sujets graves. Sous le couvert d'une présentation sobre et du meilleur aloi, qui a toutes les apparences de l'objectivité, et qui est bien faite pour convaincre, il distille des thèses qui reposent souvent sur des bases étonnamment fragiles pour ne pas dire imaginaires. Sous sa plume, la simplicité ne va d'ailleurs pas sans ambiguïté. Ainsi, lorsqu'il parle des services rendus par Magda Goebbels à "des citoyens belges", il s'exprime en sorte de créer chez le lecteur un courant de sympathie. Il n'y aurait rien à y redire, bien au contraire, s'il ne donnait un coup de pouce dans ce sens en taisant que ces "citoyens belges" étaient tout bonnement ceux de nos compatriotes qui avaient trouvé asile dans le IIIème Reich après la libération de la Belgique. Ce supplément de couleur confère évidemment à la reconstitution de ce détail du passé une autre atmosphère que celle suggérée par M. de Launay. Cette observation n'épuise pas les critiques à formuler. Mais tout doit avoir une fin. Ce qui

⁽¹⁾ Procès des grands criminels de guerre devant le tribunal militaire international, vol. XIV, Nuremberg, Tribunal militaire international, 1948.

⁽²⁾ Ibidem, vol. XVI, p. 526.

a été dit est déjà bien long pour un livre aussi court. Il est vrai qu'être bref fût revenu à procéder par affirmations. Or il fallait que nous expliquions, preuves à l'appui, pourquoi nous avons le chagrin de ne pouvoir considérer le livre de M. de Launay comme un ouvrage auquel se référer.

J. V.

Raymond LALLEMANT, <u>Rendez-vous d'un jour</u>, 6 juin 1944, Bruxelles, Rossel (collection <u>Des temps et des hommes</u>), 1975, 330 p.

Il est original de parler de deux livres publiés à des moments différents et décrivant les mêmes faits et les mêmes protagonistes. L'auteur de ce livre est par hasard l'un des pilotes dont il est question dans l'autre travail (1). Qui lit les deux ouvrages trouve certaines choses redites ou répétées mais dans une perspective entièrement différente. Le livre de Lallemant nous a encore davantage passionné. Nous suivons heure par heure toute l'activité avant, pendant et autour de l'opération Overlord du 6 juin 1944; le rôle de la résistance et des réseaux d'évasion pour les pilotes abattus est également abordé, et très intéressant est le chapitre traitant d'une série de missions très spéciales confiées au Squadron 609. Par les services secrets, le commandement suprême allié est mis au courant des déplacements des V.I.P. allemands. Le Squadron est envoyé deux fois pour surprendre Rommel pendant ses visites d'inspection, chaque fois en vain. Au cours d'une opération fortuite, le 17 juillet 1944, l'attaque est donnée à un convoi de quelques voitures d'état-major, avec succès cette fois : Rommel est grièvement blessé sur la route de Livarot à Vimoutiers après une tournée d'inspection dans la région de Falaise.

Cet auteur a également apporté beaucoup de soin à la mise en oeuvre des sources qu'il a trouvées au Service historique de la R.A.F. et de l'United States Air Force et au Musée royal de l'armée.

Carlo SEGERS

⁽¹⁾ Frank H. ZIEGLER, <u>The Story of 609 Squadron - Under the White</u> Rose, Londres, Mac Donald and Co, 1971, 352 p. + illustr.

Alain LEENS, Bibliographie sur la campagne des dix-huit jours (10-28 mai 1940), Verviers, chez l'auteur (rue du Collège, 94), 1976, ind., VI + 67 p.

En tant que travail de fin d'études pour le diplôme de bibliothé-caire-documentaliste, nous avons ici une bibliographie réussie (et d'une édition particulièrement bien soignée) de la campagne des dix-huit jours. L'inconvénient, naturellement, de tels travaux est la systématisation trop poussée; parfois les arbres masquent la forêt. L'auteur brosse un tableau presque complet de tous les livres et brochures qui, de l'une ou l'autre manière, concernent le sujet; les articles de revues et de journaux n'ont pas été repris mais, par contre, les numéros spéciaux de revues consacrés à la Seconde Guerre mondiale sont mentionnés.

Un index des auteurs facilite la consultation. Très appréciable est également le fait que Leens donne chaque fois la cote sous laquelle on peut retrouver un titre dans quelques bibliothèques importantes, à savoir : celles de l'Ecole royale militaire et du ministère de la Défense nationale, la Bibliothèque royale à Bruxelles, la Bibliothèque des Chiroux (salle Ulysse Capitaine) à Liège et la Bibliothek für Zeitgeschichte (jadis Weltkriegsbücherei) à Stuttgart; cela épargne à l'utilisateur de cette bibliographie un fastidieux travail de recherche.

Nous nous trouvons donc là devant un utile apport. Espérons que plus d'ouvrages de cette sorte et de ce niveau verront désormais le jour.

W.M. & L.K.

La Libération du Nord et du Pas de Calais. Actes du colloque de Lille, Revue du Nord, numéros spéciaux 226 et 227, juillet-septembre et octobre-décembre 1975.

Le BULLETIN précédent a largement évoqué le colloque tenu à Lille les 2 et 3 novembre 1974 sur la libération des deux départements français voisins. Deux fort imposants numéros spéciaux de la REVUE DU NORD (445 pages au total) en restituent la très riche intégralité : les rapports de synthèse présentés au colloque, mais aussi les débats dont ils ont fait l'objet ainsi que l'ensemble de documents et travaux préalables sur lesquels ils étaient bâtis. Un effort exceptionnel donc de la revue et des organisateurs, dont le résultat est à la hauteur des ambitions. Ajoutant à la qualité des textes, évoquée précédemment, les débats auxquels participaient historiens, acteurs et témoins des événements, n'ont pas manqué d'enrichir la connaissance des faits et surtout des motivations.

Outre l'étude sur les opérations militaires, due à J. Vanwelkenhuyzen et qui traite naturellement tant du nord de la France que de la Belgique, certaines similitudes, notamment des problématiques économiques et sociales, ou certaines parentés des mentalités entre cette région et la nôtre font de ces travaux un élément désormais indispensable à toute réflexion sur la libération de la Belgique.

J.G.

Colonel B.E.M. Alexandre MASSART, <u>Historique du 12ème Bataillon de Fusiliers</u>, (Bruxelles), (1975), 143 p. (1)

Le colonel B.E.M. Alexandre Massart est le chef du Centre de documentation historique des forces armées, c'est-à-dire de ce qui s'appelait autrefois le Service historique des forces armées. En outre, il a servi dans le bataillon dont il retrace l'histoire. Il était donc doublement bien placé pour le faire. Le petit volume que le C.D.H. a publié est d'ailleurs fort bien venu. Aux précisions fournies par les archives, il ajoute des souvenirs vécus qui, sans jamais tomber dans l'anecdote, animent le récit. L'auteur a eu au surplus l'excellente idée de saisir l'occasion pour rappeler l'origine et la mission des bataillons de fusiliers créés après la Libération. Il apporte de la sorte une contribution non négligeable à l'histoire générale des forces armées belges à la fin de la Seconde Guerre mondiale. Il faut dire qu'un historique réduit aux faits et gestes du 12ème Bataillon se serait aisément justifié. En effet, c'est à ce bataillon qu'il est revenu de planter nos trois couleurs dans la tête de pont de Remagen. Quand on saura qu'il était composé de volontaires issus de la Résistance on comprendra la valeur de l'épisode. Mais le colonel Massart se garde de tout pathos. Sa relation, fondée sur une documentation solide complétée par des témoignages d'acteurs, est d'une sobriété du meilleur aloi. Ajoutons que la moitié du volume est constituée d'annexes diverses et on aura une idée du sérieux avec lequel ce petit volume est composé. Pour conclure, nous exprimerons simplement le voeu que l'histoire d'autres bataillons de fusiliers soit écrite avec autant de bonheur.

J. V.

Peut être obtenu gratuitement sur simple demande adressée au Centre de documentation historique des forces armées, parc du Cinquantenaire, 1 A, 1040 Bruxelles.

Willem MEYERS e.a., <u>Hoe België Wereldoorlog II overleefde!</u>, Bruxelles, D.A.P. Reinaert, 1975, 335 p. + illustr.

Dans ce livre ont été réunis une série d'articles qui avaient paru en livraisons successives dans un hebdomadaire populaire flamand. En émettant un jugement sur ce livre, il faut avant tout tenir compte de son but. Il s'agit d'un ouvrage de vulgarisation, mais où les auteurs ont voulu dépasser le niveau du journalisme facile et sans base scientifique réelle. Ce but a été atteint. L'ouvrage nous donne vraiment une vue d'ensemble sur les événements et les problèmes souvent tragiques qu'a vécus notre pays durant la Seconde Guerre mondiale. Certains chapitres témoignent même d'un certain talent. Ainsi, par exemple, lorsqu'est évoquée la vie du Belge moyen entre 1940 et 1944 : ce n'est pas de la grande historiographie, mais une description réaliste, je dirais même sympathique. Aux lecteurs peu entraînés, qui trouvent trop lourds des ouvrages tels que Hitler en het politieke lot van België ou L'an 40, ce livre - fort lisible - offre une vue d'ensemble, basée sur un grand nombre d'études partielles de bonne qualité. Cet aspect constitue indéniablement un des mérites principaux de l'ouvrage. En effet, huit jeunes spécialistes se sont partagé la tâche et chacun d'eux a donc pu s'occuper du domaine qu'il connaissait le mieux pour l'avoir étudié à fond, parfois durant de longues années.

Cette répartition des tâches a cependant donné des résultats assez inégaux. Parfois cela est dû au sujet-même. Prenons, par exemple, le chapitre intitulé <u>La répression et l'épuration</u> (W. Meyers). Il était exclu que l'auteur pût dominer ce sujet. Il y a bien l'étude statistique de J. Gilissen, qui date d'il y a plus de vingt ans. Mais à quelle autre étude ultérieure sérieuse sur ces temps difficiles l'auteur pourrait-il faire appel? Il fallait bien pourtant que quelqu'un traite de ce sujet délicat, qui, de plus, est toujours explosif dans le monde politique. Il fallait peser chaque phrase, afin d'éviter toute polémique. Il est donc évident que ce chapitre ne pouvait nous apporter beaucoup de nouveautés dans le domaine de l'historiographie.

Il en va tout autrement du chapitre <u>La censure allemande et la presse belge d'information</u>. Mme Els De Bens est la grande spécialiste dans ce domaine et on aurait donc pu s'attendre à une analyse pénétrante du sujet. Ce qu'elle nous donne ici n'est malheureusement qu'un résumé hâtivement écrit de son vaste ouvrage, fruit de longues années de travail. Celui-ci méritait assurément mieux. Certains chapitres nous laissent cependant sur notre faim en ce qui concerne des points essentiels. Ainsi, dans les deux chapitres - par ailleurs excellents - qu'il consacre à la collaboration, W. Meyers accorde relativement trop d'importance à la Flandre (e. a. la concurrence entre le VNV et DeVlag). De ce fait, il reste dans le vague en ce qui concerne la collaboration wallonne, ainsi que les volontaires wallons du front de l'Est et leurs motivations.

Les deux chapitres consacrés à la Résistance (J. Dujardin) nous donnent une excellente idée quant à la pratique de celle-ci. Mais certains mouvements tels que le Front de l'Indépendance – ainsi que les problèmes politiques qui s'y rattachent – méritaient plus d'attention. De plus, ces chapitres donnent l'impression – erronée – que presque toute la Résistance était axée sur la Grande-Bretagne.

G. Provoost, qui traite de la politique étrangère belge durant les dernières années d'avant-guerre, omet d'aborder certaines questions fondamentales. Ainsi, par exemple, ne mentionne-t-il même pas une interprétation suggérée par le regretté professeur Jan Dhondt, selon laquelle la politique de neutralité aurait été un coup de barre à droite, après le choc du Front populaire en France (et en Espagne) et le renforcement des relations franco-soviétiques; ce virage à droite a incontestablement fait le jeu de l'Allemagne nazie. Espérons que nous trouverons tout ceci dans la seconde partie de la volumineuse étude que cet auteur a consacrée à notre politique étrangère entre les deux guerres mondiales (1).

L'ouvrage élude également d'autres problèmes qui se posent pourtant lorsqu'il est question de la campagne des dix-huit jours; dans quelle mesure la défaite belge a-t-elle été le résultat de celle de la France (Sedan!)? Pour quelles raisons et comment la politique belge de neutralité est-elle devenue une débâcle dans ses conséquences militaires? Bien que cette question n'ait jamais été étudiée à fond, le lecteur s'interroge et veut en savoir plus.

Voici donc quelques remarques au sujet de passages qui, quant au contenu, nous ont paru trop incomplets ou discutables. D'autres aspects, pourtant importants, sont négligés. Ainsi, par exemple, l'attitude de l'Eglise catholique durant ces années. De plus il est dommage qu'aucune comparaison n'est faite avec ce qui s'est passé dans d'autres pays ayant connu une situation comparable, tels que les Pays-Bas, le Danemark, la Norvège. Quelques défauts de moindre importance peuvent encore être signalés en ce qui concerne le style. Il y a trop de formulations vagues ou parfois même inexactes. Nous regrettons surtout la traduction peu heureuse de certains chapitres (à partir du français); cela vaut surtout pour les articles de J. Dujardin. C'est manifestement l'éditeur – et non pas l'auteur – qui en porte la responsabilité.

Ce livre tente de synthétiser une matière énorme. Nous n'avons pu faire que le parcourir. Il n'a pas de prétention scientifique et n'exigeait donc pas une critique approfondie. Ceux qui cherchent à s'informer, rapidement et en grandes lignes de la situation en Belgique durant la Seconde Guerre mondiale, seront aidés par cette publication. Même pour certains

⁽¹⁾ Le premier tome, publié en 1976, par le <u>Davidsfonds</u>, est recensé ailleurs sous cette rubrique.

problèmes plus compliqués, parce que moins bien connus, comme la collaboration économique (J. Gotovitch), le livre nous donne un aperçu intéressant. Ce qui me paraît manquer dans chacun des chapitres, c'est un état de la question: ainsi, même les lecteurs non spécialisés auraient-ils pu apprendre que certains sujets (par exemple, les combattants du front de l'Est, la contribution de l'économie belge à l'économie allemande) ont à peine été touchés par les historiens, tandis que d'autres (par exemple, la question royale) viennent seulement d'être soumis à un examen sérieux. Ceci aurait montré les limites que ce livre s'était fixées; en même temps le lecteur aurait pu se rendre compte du grand nombre de questions qui se trouvent encore sans réponse et, par conséquent, du travail énorme qui attend encore les historiens de notre pays.

L.K.

Jean OTH, <u>Le courrier des prisonniers de guerre belges en 1940-1945</u> (<u>Cahiers de philatélie</u>, n° 5), (Neufchateau), Club philatélique chestrolais, s.d., 112 p.

Les moyens d'aborder la Seconde Guerre sont innombrables. Philatéliste, J. Oth a choisi de nous faire connaître sous ses moindres aspects le courrier des P.G. belges : règles internationales, organisation pratique du Reich en la matière, présentation en reproduction de tous les cachets et marques figurant sur le courrier, avec leur évolution tout au long de la guerre, présentation systématique enfin des indications particulières, camp par camp.

L'historien non philatéliste dispose ainsi d'un très précieux manuel d'identification de documents. Les indications rassemblées offrent en outre de très intéressants détails sur la vie dans les Stalags et Oflags, détails d'autant plus significatifs quand on songe à l'importance que revêtait le courrier dans l'univers carcéral.

J.G.

Les Pays-Bas français - De Franse Nederlanden, Annuaire 1976 - Jaarboek 1976, (Rekkem), Stichting Ons Erfdeel, 1976, in-8°, 256 p. + illustr.

La Fondation Ons Erfdeel (Notre héritage), qui depuis des années s'est fixé comme but de stimuler le rayonnement de la culture néerlandaise, et y parvient parfaitement, grâce surtout à l'excellente revue culturelle générale ONSERFDEEL, et à son frère cadet d'expression française SEP-TENTRION, vient de prendre une nouvelle initiative : l'édition d'annuaires consacrés aux Pays-Bas français, souvent appelés aussi Flandre française ou Flandre méridionale.

Nous avons devant nous le premier recueil, édité avec goût et illustré, dans lequel apparaît clairement l'interaction entre les deux cultures. Ce sont surtout les événements de la Seconde Guerre mondiale qui nous intéressent ici. Bernard Doncker, professeur à St-Omer, publie un aperçu, à notre avis trop succinct, sur <u>Les prétentions allemandes sur les Pays-Bas français</u> (p. 31-39) mais il a toutefois le mérite de nous montrer la continuité dans la vision pangermanique de la Flandre française mais aussi de la Flandre dans son ensemble. Espérons toutefois que cet article constituera pour l'auteur le début d'une étude plus approfondie.

Nous trouvons encore un excellent article du Dr. Erik Defoort sur Vital Celen (p. 127-136), , l'homme qui s'est consacré intensément au réveil de la conscience flamande en Flandre française. Pour cette étude, l'auteur a pu s'appuyer entre autres sur la très riche bibliothèque des Pays-Bas français de la KULAK. Il expose clairement les efforts incessants requis pour le maintien de l'action flamande en Flandre française, principalement pour qu'elle s'exerce à l'unisson. L'article donne une vue très claire sur les influences de caractère personnel, mais hélas, aussi sur les contradictions qui s'y manifestent. Dans cet article, il est amplement question de l'abbé Gantois, le militant le plus connu du réveil flamand en Flandre française. Le même auteur publie le Testament spirituel, écrit par Gantois en prison. Le texte est doté d'une introduction et d'annotations (p. 203-205). Erik Defoort a parfaitement raison d'attirer l'attention sur l'importance de ce texte qui fait mieux connaître la personnalité de Gantois, et explique les motifs de son action. Il nous est toutefois malaisé de suivre l'auteur, là où il déclare (p. 205) que le testament nous fait connaître un homme ...qui, dans des circonstances déterminées, est prisonnier d'une image mythique inexistante de la Flandre, sans aucun lien avec la réalité". Anotre sens, l'expression "image mythique inexistante" ne tient pas; le fait qu'il est question d'une image mythique révèle déjà l'existence de l'image.

On peut admettre que l'image de la Flandre de Gantois n'est pas en accord avec les conceptions de l'auteur. Mais, il existe une différence de génération, et sûrement une différence d'éducation, et, en tout cas, une différence dans l'emploi de la langue. Un texte pareil doit être examiné et comparé avec des textes de la même période. Il ne faut pas s'étonner non plus lorsque Gantois, dans son <u>Testament</u>, se réfère à des flamingants vivant en 1940, qui "pratiquement font tous partie de la fraction collaboratrice nationaliste". Car, de fait, les autres flamingants gardaient le silence en 1940-45 sur les problèmes qu'avait à coeur Gantois. Ces remarques n'affectent du reste en rien l'importance de cette édition de texte.

L'annuaire en question constitue une initiative importante dont il faut conseiller la lecture tant pour le contenu que pour la variété des sujets traités. Il est en plus de bonne politique de publier les textes dans la langue de l'auteur, en raison notamment des difficultés de traduction, et de les faire suivre d'un résumé succinct dans l'autre langue.

Robert POULET, Ce n'est pas une vie, Paris, Denoël, 1976, in-8°, 287 p.

Nous n'avons pas qualité pour traiter ici de la valeur littéraire du dernier ouvrage de Robert Poulet. Cette figure marquante de la presse censurée, au talent certain, a puisé dans l'épreuve subie en prison, l'incertitude de l'exécution de la sentence qui l'avait frappé, une dose de férocité qui éclate à chaque page. Elle s'adresse tour à tour à ses juges, à ses gardiens, aux hommes politiques, brefà beaucoup de ses contemporains. Les réglements de compte pacifiques sont parfois bénéfiques à la connaissance historique et l'on pouvait espérer faire ici ample moisson.

Pour l'histoire de la Seconde Guerre, Robert Poulet c'est avant tout l'aventure du Nouveau Journal et "l'affaire Poulet-Capelle" qui fut un élément clé de la question royale. Du premier, il a – dans des mémoires très partiellement éditées – abondamment parlé. On attendait qu'il fasse aujourd'hui toute la lumière sur la seconde : les entretiens qu'il eut régulièrement jusqu'en 1943 avec le secrétaire du Roi, ce dernier engageant ou non – toute l'affaire était là et elle fit couler abondance d'encre – son souverain. Au plan judiciaire, on le sait, un non lieu intervint pour Capelle. Or l'ouvrage n'apporte sur ce point aucun élément qui n'ait été connu et publié au cours de la campagne qui aboutit à suspendre l'exécution ou dans les articles de l'auteur publiés par Ecrits de Paris. Les lecteurs de cette longue autojustification, volontairement désordonnée, n'y trouveront donc que quelques portraits talentueusement esquissés, une réflexion aigrie sur la nature humaine et souriront parfois au passage, comme applaudissent toujours les enfants quand Guignol rosse le gendarme.

J.G.

Dr. Guido PROVOOST, <u>Vlaanderen en het militair-politiek beleid in België tussen de twee wereldoorlogen</u>, <u>Het frans-belgisch militair akkoord van 1920</u>, I, Louvain, Davidsfonds, 1976, 573 p.

La Flandre et la politique militaire en Belgique entre les deux guerres mondiales. À s'en tenir au titre, on pourrait croire que l'auteur a limité son ambition à retracer les réactions de l'opinion flamande en présence des conceptions en matière de défense nationale qui ont prévalu successivement dans les sphères dirigeantes du royaume depuis Versailles jusqu'à la veille de la Seconde Guerre mondiale. En réalité, Guido Provoost a fait beaucoup plus et, d'ailleurs, beaucoup mieux. Il brosse une vaste fresque des origines, de la conclusion et des avatars de l'accord militaire franco-belge de 1920 jusqu'à sa dénonciation en mars 1936. Cette grosse étude prendra deux volumes. Le premier s'arrête, en effet, en mars 1931, au moment de la déclaration de Paul Hymans à la Chambre sur l'interprétation de l'accord. Ses vicissitudes constituent une tranche importante de l'histoire de la Belgique dans l'entre-deux-guerres, tant pour la politique

intérieure que pour les relations extérieures et les plans de défense. Le sujet est tellement complexe que l'auteur a bien été obligé de faire éclater le cadre étroit annoncé par le titre. Il y a été d'autant plus contraint qu'en dépit d'une littérature abondante portant sur des points plus ou moins précis une vue d'ensemble faisait encore défaut. Disons tout de suite que Guido Provoost a largement réussi dans son entreprise. Grâce à son étude fouillée, sérieuse, bien documentée, un ouvrage existe enfin auquel recourir pour s'y retrouver dans l'extraordinaire enchevêtrement de faits auquel la carrière de l'accord militaire franco-belge de 1920 a été mêlée. Le moins qu'on puisse dire de cet accord est qu'il n'est pas né sous de bons auspices. Ses origines ont été des plus tourmentées. Il est issu d'amours déçues, dans des conditions équivoques qui n'ont jamais cessé d'alimenter les controverses. Les oppositions sont venues d'horizons différents. Le titre pourrait donner à croire qu'elles ont été surtout flamandes. L'auteur montre justement qu'il n'en a rien été. A s'en tenir à l'opinion flamande, il aurait faussé les perspectives. L'opposition socialiste a été au moins aussi importante. Encore y en a-t-il eu d'autres. Les divers courants n'avaient pourtant en commun que leur hostilité à l'accord. Les arguments invoqués étaient souvent aux antipodes les uns des autres. Au surplus, suivant les cas, l'accord était l'objet des débats ou un élément de confrontations qui le dépassaient. Ne pas perdre le fil des idées dominantes était malaisé dans un tel imbroglio. Guido Provoost a surmonté généralement cette difficulté. Dire qu'il a pu suivre toujours l'ordre chronologique ne serait cependant pas vrai. La complication du sujet l'a entraîné à faire des retours en arrière, voire des digressions. Le lecteur peut en être quelques fois décontenancé. A plus d'une reprise, il se retrouve au point de départ. Des évolutions contemporaines, qui ont retenti les unes sur les autres, sont exposées successivement. Le dédale des faits empêchait sans doute de faire la synthèse. Le rythme de l'exposé s'en ressent. Mais ces ruptures sont des défauts mineurs en regard de la qualité certaine de la narration. Dans l'ensemble, elle est excellente. Elle constitue le plus clair de l'apport de l'auteur à l'histoire de la Belgique dans l'entre-deux-guerres. Pour obtenir ce résultat, il a brassé une documentation immense (1). Il a puisé aux meilleures sources. Il a consulté les archives diplomatiques belges, britanniques et françaises. Il a utilisé les rapports des attachés militaires français à Bruxelles. Il s'est servi également des notes des officiers français stagiaires à l'Ecole de guerre belge. Soutenir que ce large éventail de documents éclaire tout dans les moindres détails dépasserait la réalité. Des zones d'ombre persistent. Le reproche n'en peut d'ailleurs pas être fait à Guido Provoost. Il a planté bien davantage que des jalons. Lui marchander la reconnaissance serait injuste. Il n'en est pas moins vrai que si son étude est un couronnement, en ce sens qu'elle lui a valu un titre de docteur bien gagné, elle est aussi un commencement. D'autres recherches suivront, qui

⁽¹⁾ Par la force des choses, cette documentation est en majeure partie en langue française. De là, dans le texte, de fréquentes citations en français. Quel ques unes comportent malheureusement des coquilles, fautes d'orthographe et omissions de mots.

complèteront, affineront, modifieront peut-être ses conclusions. Ces dernières n'occupent du reste qu'une place minime dans le volume. Elles en sont aussi sans doute la partie la plus discutable. Il leur arrive, en effet, de dépasser les éléments du dossier. Nous songeons, par exemple, à celles qui concernent l'affaire des faux d'Utrecht. L'auteur fournit de cette sombre histoire une relation qui est, de très loin, la plus complète qui soit. Il nous paraît cependant fort s'avancer lorsqu'il donne à comprendre qu'il se serait agi d'un coup monté par le chef d'état-major général, le général Emile Galet, contre l'accord militaire franco-belge de 1920 dont il était un adversaire. Certes, ce n'est sous sa plume qu'une simple hypothèse. Il nous semble cependant qu'il aurait aussi bien pu s'arrêter à une autre explication. N'a-t-il pas pensé, tout simplement, à une manoeuvre d'"intoxication", ratée dans la mesure où elle a soulevé des tempêtes imprévues ? Raisonner comme il l'a fait n'est-ce pas supposer que l'effet obtenu a été le résultat recherché ? L'expérience enseigne que l'homme est rarement si bon prophète. Quoi qu'il en soit, c'est en règle générale sur le terrain militaire qu'il nous paraît y avoir à creuser et à reprendre. Guido Provoost s'y sent moins à l'aise qu'en politique. Il faut reconnaître que c'est également un domaine moins exploré en même temps que plus ingrat. L'histoire militaire, identifiée à tort avec l'étude des opérations, est fort négligée chez nous. Au niveau des affaires de l'Etat elle a pourtant de l'importance. L'avoir rappelé brillamemnt est encore un mérite de l'auteur.

J. V.

REMY, <u>Le 18ème jour - La tragédie de Léopold III, roi des Belges</u>, Paris, France-Empire, 1976, 422 p.

Grand résistant, fondateur du réseau Confrérie Notre-Dame, fait compagnon de la Libération par le général de Gaulle, le colonel Rémy s'est acquis un nom dans la littérature sur la Seconde Guerre mondiale comme auteur de nombreux ouvrages sur la Résistance. Outre ses Mémoires, rappelons notamment les volumes qu'il a consacrés à la filière d'évasion Comète de notre compatriote "Dédée" De Jongh. Mais il lui arrive de puiser son inspiration dans d'autres chapitres du conflit qui a déchiré le monde de 1939 à 1945. C'est ainsi qu'il a composé sur le maréchal Pétain un livre dont la générosité à l'égard du vaincu de Vichy a suscité quelque scandale dans les milieux qui attendaient de sa plume des notations d'une autre veine. Sans d ute l'ouvrage témoigne-t-il de plus de coeur que de rigueur. Ce qui est certain, en tout cas, c'est que Gilbert Renault - car tel est le vrai nom du colonel Rémy - a un tempérament chevaleresque. C'est lui qui l'a fait se dresser, au péril de sa vie, contre l'occupant. C'est lui encore qui l'a incité, au risque cette fois de perdre des amis, à réparer ce qui lui apparaît comme des injustices.

Ses mobiles, tout à son honneur, le colonel Rémy les expose du reste en même temps qu'il explique comment, bien que français, il s'est senti le droit de se mêler d'une affaire de prime abord spécifiquement bel-

ge. "En premier lieu, écrit-il, je ne crois pas qu'aucune frontière puisse empêcher de prendre la défense d'un homme qu'on tient pour avoir été injustement et vilainement décrié. Secondement, les indignes calomnies qui ont tendu à déshonorer le roi Léopold III sont parties de France, à l'intention des Français; elles sortaient de la bouche d'un politicien français, alors chef du gouvernement de la France, et furent reprises de façon aggravée sur les ondes de la radio française, tant sous la référence d'une agence de presse française que par des ministres belges qui se sont ainsi faits les complices d'une opération de politique intérieure destinée à détourner contre un souverain allié la colère qu'éprouvaient les Français devant l'effondrement de leur armée. J'estime que ces motifs sont amplement suffisants pour m'autoriser à faire publiquement réparation, en ma qualité de Français, à un Roi qui fut d'autant plus lâchement outragé par ses détracteurs qu'il se trouvait prisonnier aux mains de l'ennemi pour avoir voulu partager le sort de son armée en demeurant au milieu de son peuple! (p. 22 et 23).

Le ton est donné dès le lever du rideau. Le colonel Rémy annonce franchement la couleur. Son livre se veut une réparation par un Français du discours, d'ailleurs odieux, prononcé le 28 mai 1940, par le président du Conseil français, Paul Reynaud. Au surplus, il s'adresse avant tout au grand public français. Le lecteur belge ne trouvera, dans Le 18ème jour, à peu près rien qu'il n'ait déjà pu lire. En effet, l'auteur se fonde essentiellement sur la documentation réunie par le secrétariat du roi au moment de la "Question royale". Mais, pour nos voisins du sud, clest là une source pratiquement ignorée. La version des événements qui prévaut encore dans de larges couches de l'opinion est celle qui a été accréditée à Paris le jour de la capitulation de l'armée belge. Le lecteur français aura donc l'occasion de prendre connaissance du dossier de la défense. Il découvrira le cheminement de la rupture qui s'est produite entre Léopold !!! et ses ministres, le 25 mai 1940, lors de la dramatique entrevue de Wynendaele, pour éclater au grand jour le 28. A la thèse traditionnelle, qui était un réquisitoire, il pourra désormais opposer l'antithèse que le colonel Rémy lui propose.

Son plaidoyer est habilement construit. Il a aussi de la flamme. Peut-être en a-t-il même trop pour relever encore tout à fait du genre historique. L'enthousiasme qui l'anime rend l'auteur parfois injuste. Nous ne pensons pas ici aux erreurs de détail. Ce ne sont généralement que broutilles sans conséquence. Nous songeons plutôt à la perspective générale, excessivement manichéenne. Ce qu'il y a d'outrances dans la sympathique ardeur du colonel Rémy risque d'émousser son message. Car il y a des traits importants qu'il souligne avec pertinence. Il est vrai que le roi a vu beaucoup plus tôt que ses ministres la tournure irrémédiable à court terme que prenaît la campagne. Il a été conscient de la défaite de la France quand cette seule pensée semblait aux membres du gouvernement un péché contre l'esprit. Il en est découlé des visions différentes du devoir. Le drame a été cornélien. Près de quarante ans après l'événement, il devrait être possible de le traiter de cette hauteur. Mais il se peut qu'il y ait de l'utopie dans notre espérance. Après tout, en sommes-nous, dans notre pays, à

beaucoup plus de sérénité? En France, le point de départ est seulement plus bas. Qu'il ait fallu de la passion pour le relever est peut-être dans l'ordre des choses humaines. Il est permis de souhaiter que soient retenus de l'apport du colonel Rémy les éléments qui sont une contribution à la vérité et que, loin de susciter de nouvelles polémiques, son livre incite à faire une synthèse tenant compte enfin sans parti pris de toutes les facettes de la tragédie de mai 1940.

J. V.

Daniel ROCHETTE & Jean-Marcel VANHAMME, Les Belges à Buchenwald et dans ses kommandos extérieurs, Bruxelles, Pierre De Meyere, 1976, 421 p. + dessins de René Solme.

Plus de 4000 Belges furent déportés à Buchenwald, qui avec ses nombreux kommandos forma l'un des chaînons les plus importants de l'enfer concentrationnaire nazi. C'est dans ce camp que l'organisation clandestine des déportés fut sans doute la plus développée car très tôt les "Politiques" allemands y avaient pris l'administration interne en main. Pour l'histoire du régime concentrationnaire, Buchenwald est un cas heureux : les archives ont été conservées dans leur quasi intégralité. Et depuis quel ques temps des travaux ont été entrepris sur base des dossiers réunis au ministère de la Santé publique, qui visent à donner une vision précise, chiffrée et sociologique, des convois belges qui aboutirent à ce camp.

C'est une autre démarche, complémentaire et nécessaire, qu'ont choisi de suivre les auteurs de cet ouvrage élaboré sous le patronage de l'Amicale de Buchenwald. Ils ont tenté de retracer le vécu quotidien des Belges à Buchenwald au travers d'une série impressionnante de témoignages, directs ou reposant dans les dossiers. Cela donne un ouvrage vivant, personnalisé, qui permettra de faire connaître la réalité de tous les aspects de la vie concentrationnaire que chiffres et diagrammes ne peuvent à eux seuls révéler.

S'appuyant sur la documentation existante, les auteurs ont, en effet, systématisé les témoignages en les intégrant dans une description détaillée et structurée : organisation du camp, accueil des déportés, discipline et répression, kommandos, travail, hygiène, évasions et marches de la mort. Sur chacun de ces points, ils ont collationné les témoignages, intégré les données connues.

Près de deux cents pages sont ensuite consacrées à l'organisation et l'activité de la résistance dans le camp sous tous ses aspects, tant moraux et culturels qu'armés. La libération, par les prisonniers eux-mêmes, ainsi que le retour au pays font l'objet de chapitres détaillés. C'est donc là un ouvrage important, à lire, mais qui ne clôture pas les recherches sur le sujet. Livre d'hommage, de souvenir et d'émotion, il atteint son but

en apportant énormément d'informations. Maintenant qu'existent sous diverses formes et selon différents angles de travail plusieurs études sur Buchenwald, il serait souhaitable qu'une synthèse, à la fois chiffrée et humaine, puisse être entamée.

J.G.

Zygfryf Maciej STRYJECKI, Podchorazy, wojna i slepy los, Varsovie, Wydawnictwo Ministerstwa Obrony Narodowej, 1974, in-8°, 263 p. + illustr.

Aspirant officier dans l'armée polonaise, Zygfryd Stryjecki (né à Varsovie en 1918) fut fait prisonnier de guerre par les Allemands et relégué d'abord au Stalag VI B à Oberlangen, puis au Stalag VI G à Hoffnungsthal, ensuite à Elsenborn. Après plusieurs tentatives d'évasion, il réussit finalement à échapper aux Allemands et à gagner le Luxembourg belge, où il entra dans les rangs de l'Armée secrète et participa aux actions de la Résistance belge en 1943 et 1944. De sa captivité, de ses six évasions et de son passage à l'A. S. (p. 237-261), l'auteur nous livre un récit captivant et chaleureux.

Henri FASSBENDER

Dore SMETS & Jef RENS, <u>Historique du Centre syndical belge à Londres</u> 1941-1944, (Bruxelles), Services de la F.G.T.B., (1976), 319 p.

Si l'exil londonien des Belges est surtout connu par l'activité du gouvernement Pierlot, des Forces belges de Grande-Bretagne et de l'Office parlementaire, on ne saurait assez souligner qu'un nombre relativement important d'ouvriers passèrent ces années sur le sol anglais, intégrés à l'effort de guerre britannique. Avec eux – et certains dès juin 1940 – un groupe de responsables syndicaux socialistes avait rejoint Londres. La Centrale générale, les transports, les diamantaires et plus tard les métal-lurgistes étaient particulièrement bien représentés. Avec l'appui des Trade Unions, ils vont très rapidement se soucier de reconstituer une structure syndicale belge dont la double préoccupation sera d'aider les travail-leurs belges en Angleterre et de préparer l'Après-guerre sur le plan syndical.

Dore Smets, l'un des trois secrétaires nationaux de la Centrale générale présents, et Jef Rens, membre du Bureau de la CGTB, ont entre-pris de restituer l'histoire du Centre syndical belge et d'en faire connaître les documents principaux. La publication présente un intérêt qui dépasse les faits vécus et la période concernée et l'on peut à bon droit s'interroger sur le caractère modeste et confidentiel donné au document par la FGTB

qui l'édite. Il se compose, en effet, de trois parties qu'un lecteur peu appliqué aura quelque peine à discerner au premier abord, faute de présentation adéquate. L'historique rédigé du CSB proprement dit en couvre le premier tiers. On y trouvera notamment de nombreux extraits des discours prononcés au micro de la BBC par Jef Rens. Le document doctrinal élaboré par Bondas, Rens et Finet sur "la restauration du mouvement syndical belge" en occupe le deuxième tiers. La qualité des auteurs et le rôle qu'ils joueront en Belgique au lendemain de la guerre situent l'importance du texte pour l'histoire du syndicalisme. Son intérêt est d'autant plus grand qu'il est suivi des procès-verbaux fort étendus du comité du CSB qui en discuta du 27 mai au 20 juin 1943. On y voit s'affronter les différents courants qui jouaient au sein de la CGTB et qui joueront également leur rôle dans la future FGTB.

Cette publication constitue désormais un point de référence obligatoire pour toute approche de l'histoire du mouvement syndical en Belgique.

J. G.

Mark VAN DEN WIJNGAERT, Het Beleid van het Comité van de Secretarissen-generaal in België tijdens de Duitse Bezetting 1940-1944 (with an english summary), Bruxelles, Palais des Académies, 1975, in-8°, ann., bibl., ind., XLVI + 313 p.

Pour un historien c'est une consécration que d'être édité par l'Académie royale des sciences, des lettres et des beaux-arts de Belgique. Cet honneur vient d'échoir à Mark Van den Wijngaert pour sa remarquable dissertation doctorale consacrée à un sujet d'histoire de la Seconde Guerre mondiale. Il est l'un des premiers historiens à avoir osé entreprendre un tel sujet et à le défendre devant un jury.

Une analyse détaillée des sources occupe les pages XV à XLVI. Les sources employées sont successivement examinées quant à leur valeur et abordées d'un point de vue critique : les notes des réunions du Comité des secrétaires généraux ; les archives de différents secrétaires généraux comme E. De Winter, V. Leemans, M. Nyns, O. Plisnier, C. Verwilghen, J. Vossen; les archives de personnes qui travaillèrent dans l'entourage des secrétaires généraux comme R. Houben; les interviews, les rapports de la Militarverwaltung; les rapports des Referentenbesprechungen de la Wirtschaftsabteilung de la MV; les documents de la Wilhelmstrasse.

L'exposé proprement dit suit un ordre strictement chronologique à l'intérieur duquel la problématique de l'activité des secrétaires généraux est systématiquement traitée selon les questions qui surgissent. Sur le plan de la division chronologique, l'auteur considère quatre périodes: I. Le passage au régime d'occupation (p. 1-27); II. L'adaptation de l'administration à l'occupation (5 juin 1940 au 31 octobre 1940) (p. 28-101); III. La politique

de présence se consolide (1er novembre 1940 au 5 mars 1942) (p. 102-200); IV. Sous la pression de Berlin et Londres (6 mars 1942 au 5 septembre 1944) (p. 201-300). Cette division, basée sur une bonne utilisation des sources, est, dans les grandes lignes, également utilisable pour la problématique de la collaboration. Il est évident que, et les secrétaires généraux, et les mouvements de collaboration, furent soumis au même mécanisme d'occupation, qui d'une collaboration "vraie" (aussi bonne que possible dans un territoire occupé) évolua dans une voie unilatérale où les Allemands (MV, SS et parti, engagés en outre dans une lutte intestine) imposaient tout. Toutes les instances belges, dans la mesure où elles n'étaient pas complètement inféodées aux intérêts allemands, étaient donc portées à la défensive. Les lignes de force du gouvernement des secrétaires généraux surgissent clairement de l'examen des sources : maintenir en fonction une administration belge effective, préserver le patrimoine économique et garantir le ravitaillement. Pour atteindre cet objectif, des compromis étaient nécessaires. Ce fut la tragédie de ces hauts fonctionnaires qui durent prendre des responsabilités dans cette période difficile.

Il manque à ce bon mais aride (la langue administrative des sources a visiblement déteint sur le style de l'auteur) récit, la dimension personnelle. L'auteur signale dans son introduction qu'il n'a pu joindre aucune note biographique. C'est dommage, car l'on se demande qui étaient les secrétaires généraux. Leur caractère, leur personnalité, leurs sentiments personnels ont joué un rôle dans les événements.

Ces recherches seront éventuellement le travail d'un chercheur futur. L'auteur, lui-même, donna dans la conclusion générale tout un programme à la recherche ultérieure. Ainsi, comme il l'écrivait (trop modestement) dans son avant-propos, sa thèse "veut beaucoup plus donner une direction à la recherche ultérieure qu'apporter des données définitives". Cette recherche ultérieure trouvera vraiment une base solide dans cet excellent travail.

W.M.

Mark VAN DEN WIJNGAERT, <u>Ontstaan en stichting van de CVP-PSC</u>, Anvers, De Nederlandsche Boekhandel (Instituut voor Politieke Vorming. IPOVO Brussel), 1976, 164 p.

Brosser en 50 pages les origines et la fondation du PSC était une gageure. Mark Van den Wijngaert l'a réussie en sacrifiant vraisemblablement la richesse de sa documentation au schématisme imposé par la dimension du volume. Publié sous le patronage de l'Institut de formation du CVP, l'ouvrage sera cependant utile à tous en ce sens qu'il rassemble, en une centaine de pages d'annexes, les textes fondamentaux nés de la concertation sous l'occupation, les manifestes de la Libération ainsi que le programme de Noël 1945, Les chantiers sont ouverts, reproduit intégralement. L'au-

teur a pris soin de situer les divers groupes oeuvrant sous l'occupation, il dégage les tendances des textes et restitue le cheminement qui conduisit, au départ du Bloc catholique, à la création de ce parti que tous ses fondateurs espéraient nouveau et dégagé des erreurs du passé. La nouvelle formation se voulait déconfessionalisée, unitaire, elle rejetait la structure des "standen" et faisait appel, volontairement, parfois impérativement visavis des anciens, à des hommes nouveaux.

Avecl'auteur, dont il faut saluer l'objectivité, nous pouvons souligner combien l'évolution fut importante, des programmes de type autoritaire et corporatiste nés au début de l'occupation à l'exigence démocratique affirmée dans les textes de la Libération. Il a le mérite de signaler comment, en Wallonie surtout, la pression et la crainte de l'UDB jouèrent un rôle dans cette évolution.

Au vu de la bibliographie, des archives consultées et des témoignages recueillis, il faut cependant regretter que l'auteur n'ait pu donner plus d'ampleur à son étude car l'apport original est souvent limité en regard des textes antérieurs de Vandekerckhove, Vermang et Wallef.

J.G.

Rudi VAN DOORSLAER, <u>De Kommunistische Partij van België en het Sovjet-Duits niet-aanvalspakt tussen augustus 1939 en juli 1941</u>, Bruxelles, Frans Masereel Fonds, 1975, 272 p.

Rudi Van Doorslaer est un jeune historien sorti de l'Université de Gand. Comme mémoire de licence, il a eu à traiter du Parti communiste de Belgique du 23 août 1939 au 22 juin 1941, autrement dit du pacte de nonagression germano-soviétique à l'invasion de l'U.R.S.S. par les armées hitlériennes. C'est ce travail que la Fondation Frans Masereel – fondation culturelle de l'aile flamande du P.C.B. – a publié.

Disons tout de suite que l'étude est de qualité. Elle ne fait de concessions à aucune propagande. Cela doit être souligné, car on pourrait en douter compte tenu des auspices sous lesquels l'ouvrage paraît. Il s'agit d'une relation honnête, claire et intelligente de l'action du P.C.B. Selon la formule célèbre, elle raconte : elle n'approuve ni ne blâme. Qu'elle soit tout à fait originale et renouvelle le sujet est une autre affaire. Les auteurs de L'an 40 s'y étaient déjà attaqués. Ils l'avaient fait avec pénétration, mais en passant. Rudi Van Doorslaer entre davantage dans les détails. Il est vrai que son enquête est beaucoup moins vaste même si son cadre chronologique est plus étendu. Il l'a donc étoffée par une abondance de précisions. Ses sources sont constituées, pour l'essentiel, par les publications du P.C.B. et, en particulier, par ses journaux et ses périodiques de l'époque. Il a aussi interrogé des acteurs. Il a pu consulter enfin certains dossiers judiciaires. Cet ensemble, complété par une bonne bi-

bliographie, constitue une base convenable sur laquelle il a su édifier une étude d'un intérêt certain. Elle a, bien sûr, ses limites. Elle offre, avant tout, le reflet de l'action du P.C.B. à travers sa propre presse et dépeinte par ses tenants. L'auteur n'a pas eu le loisir ni, sans doute, la possibilité de pénétrer plus avant dans les détours du sérail. Il ne soumet sa documentation à aucune critique de sincérité. Cela peut être secondaire lorsqu'il s'agit d'exposés doctrinaux ou de mots d'ordre. Leur intérêt est d'indiquer la ligne du parti. Ils ont une valeur de faits. La méthode devient évidemment plus discutable quand elle s'applique à la situation générale et à son interprétation. La vision est celle d'observateurs engagés. Si leur optique du moment est rendue avec fidélité et donnée pour ce qu'elle est, il n'y a guère à redire. Rudi Van Doorslaer a oublié parfois de le spécifier. Une manière de présenter les choses risque de passer pour un exposé objectif. Heureusement, l'apport ne réside pas dans les généralités. Le mérite de l'auteur est de montrer sans fard ce qu'ont été les étapes de l'évolution du P.C.B. d'août 1939 à juin 1941. Son horizon est l'histoire ostensible. Les débats internes restent un secret bien gardé. Ce n'est d'ailleurs qu'un demi-mal dans la mesure où les actes ont été conformes aux conclusions des débats. C'est finalement ce qui s'est déroulé sur le terrain qui a compté.

Rudi Van Doorslaer distingue trois phases. Lá première couvre, en gros, la "drôle de guerre". Elle voit les tensions s'accroître entre le P.C.B. et les autorités belges. C'est au point qu'il en arrive à entrer dans la clandestinité. Il est complètement isolé et la cible principale de la répression des menées jugées subversives. Le 10 mai 1940, les communistes figurent en nombre appréciable parmi les "suspects" arrêtés au moment de l'agression allemande. La deuxième phase est marquée au contraire par des retrouvailles. Au lendemain du printemps désastreux de 1940, ceux des dirigeants communistes qui se trouvent encore en Belgique s'intègrent dans ce que les auteurs de L'an 40 appellent "l'air du temps". L'écroulement spectaculaire de l'ordre ancien, essentiellement capitaliste, crée l'illusion chez certains qu'il y a un rôle à jouer par les communistes dans l'ordre à bâtir. Ce qui demeure de l'appareil s'imagine qu'il sera possible de manoeuvrer sous l'occupation. Mais le biais social fait vite déchanter. Les tensions renaissent dès le mois de septembre. La base souffre durement de l'occupation. Celle-ci révèle son vrai visage, insupportable pour les classes laborieuses. Par la force des choses, le P.C.B. entre ainsi dans la phase ultime de son évolution avant l'attaque contre l'U.R.S.S. Pas à pas, il s'oriente derechef vers la clandestinité. Il n'a pourtant pas achevé sa reconversion lorsqu'éclate le coup de théâtre du 22 juin 1941. La preuve en est que plusieurs de ses dirigeants sont surpris chez eux, au saut du lit, par la police allemande. Mais le P.C.B. peut renouer enfin sans réserve avec la meilleure tradition de la lutte antifasciste.

Ce qui frappe, après coup, dans ces trois phases, c'est l'unité qui les relie par-dessus les péripéties. Elles portent toutes trois, en effet, le sceau de l'anticapitalisme. Celui-ci domine alors sans partage la tactique communiste. Depuis certaine poignée de mains au Kremlin, une sourdine a été mise à l'antifascisme. C'est la lutte contre le capitalisme qui met le P.C.B. en difficulté avec les autorités belges d'abord, avec le pouvoir

occupant ensuite. La deuxième période n'est qu'un intermède qu'explique pour une bonne part l'impression que l'ennemi traditionnel est moribond, sinon mort. Dès lors que l'analyse se révèle fausse, le conflit avec les Allemands est inscrit dans la ligne du parti comme l'était auparavant le conflit avec le gouvernement belge. Les mêmes causes produisent les mêmes effets. En fin de compte, on peut d'ailleurs se demander ce qui se serait produit si Hitler n'avait pas attaqué l'U.R.S.S. en juin 1941. D'un côté, le Kremlin voulait de bonnes relations avec Berlin et faisait officiellement tout ce qu'il pouvait pour les entretenir, mais, d'un autre côté, dans les territoires conquis par le Illème Reich, des partis notoirement inspirés par Moscou s'en prenaient de plus en plus au régime économique qui était aussi celui de l'Allemagne nazie. Comment Staline se fût-il tiré de ce paradoxe ? Après avoir sacrifié l'antifascisme à la stratégie, aurait renoncé aussi à l'anticapitalisme ? Que fût-il resté alors de l'allégeance des partis communistes ?

J. V.

Etienne VERHOEYEN, L'extrême-droite en Belgique dans Courrier hebdo-madaire du C.R.I.S.P., n° 642-643, (1) (26 avril 1974) (43 p.); n° 675-676, (II) (7 mars 1975) (62 p.); n° 715-716, (III) (26 mars 1976) (44 p.).

L'étude de Verhoeyen traite essentiellement de la période qui suit les années 1945, et plus spécialement encore de la période d'après 1960, lorsque des groupements de droite de plus enplus nombreux se firent actifs dans notre pays. Or, cette étude n'est pas dénuée d'intérêt pour la connaissance de la vie politique belge peu avant et pendant la Seconde Guerre mondiale; en effet, beaucoup d'organisations ou de groupements de droite, nés après 1945, trouvent leur origine dans les années 1940-45, ou même avant cette date.

Dans la plupart des cas l'auteur savait d'avance qu'un manque d'archives ou l'inaccessibilité de celles-ci limiteraient ses possibilités de recherches. Aussi ne prétend-t-il pas offrir une étude historique approfondie. Malgré cela, il nous livre bon nombre de données précieuses sur certaines organisations ou sur certaines personnes, données qui sont le résultat de recherches patientes et de correspondances suivies.

Le but de l'auteur est clair: il veut examiner la situation actuelle des organisations d'extrême-droite et rechercher les filiations entre les divers groupes et groupuscules existants. Mais lorsqu'il suit de près l'histoire des groupes néo-Dinasos, par exemple, et celle d'autres noyaux solidaristes, il doit se référer à maintes reprises au Verdinaso. Dans d'autres cas, il débouche nécessairement sur des mouvements politiques tels que le VNV et les organisations qui en dépendaient (par exemple le mouvement de jeunesse), Rex, le <u>Jong-Nederlandsche Gemeenschap</u>, le <u>Dietsche Opvoedkundige</u> Beweging, etc.

Dans ce domaine historiographique il introduit maintes données nouvelles, surtout au sujet des groupes flamands; les parties du courrier du C.R.I.S.P. qui y ont trait sont à mon avis, des compléments importants aux trois tomes de H. Todts (<u>Hoop en wanhoop der Vlaamsgezinden</u>) en ce qui concerne la continuité du nationalisme flamand de 1918 à nos jours.

Les passages traitant des mouvements d'avant-guerre et de la "résistance thioise" à l'occupant (dans le VNV sous Elias) sont fort bien documentés et contiennent parfois des synthèses qui constituent un net progrès par rapport à l'<u>Encyclopedie van de Vlaamse Beweging</u> éditée par Lannoo.

Il est vrai que ces synthèses se limitent aux aspects chronologiques et organisationnels. Verhoeyen ne se risque que très rarement à situer le développement de l'extrême-droite dans un contexte plus large. Le but qu'il s'est assigné dans son travail justifie sa réserve. On remarque qu'il est resté à la surface des phénomènes. On se demande parfois si cette recherche détaillée à propos de groupuscules marginaux ne tend pas à leur faire trop d'honneur. De plus, il ne s'arrête jamais à la question de savoir pourquoi, par exemple, ces groupuscules sont restés politiquement faibles.

Mais une interprétation globale aurait comporté trop de risques. Nous en trouvons la preuve dans les droits de réponse, publiés dans les fascicules II et III, où plusieurs mouvements et personnes protestent pour avoir été catalogués dans la rubrique "extrême-droite". En effet, le fait d'avoir rassemblé dans ces trois fascicules sous une seule dénomination des partisans d'une "révolution conservatrice" à la Mohler (1) et des anciens SS, des partisans de l'idée pan-néerlandaise et des lecteurs du Nouvel Europe Magazine, des Verontruste Ouders (groupement intégriste flamand des années 70) et de nombreux groupes étrangers de caractère incontestablement néo-nazi ou néo-fasciste, n'était pas une entreprise sans risque. Verhoeyen en était conscient et avait précisé ses idées dans la partie I (p. 3-5). Il est cependant normal que chacun ne partage pas ses opinions, vu le genre de sujet et le peu d'unanimité qui existe quand il s'agit de définir ce qu'est "l'extrême-droite" et le "fascisme". On peut donc s'attendre à de nouvelles polémiques.

Il est cependant dommage qu'aucun index ne vienne compléter ce travail. Sans doute était-il pratiquement impossible de rédiger un index de noms de personnes, car ceux-ci fourmillent dans ces trois fascicules. Mais un index contenant le nom de tous les groupements et périodiques mentionnés nous paraissait souhaitable.

L.K.

⁽¹⁾ Arnim MOHLER, <u>Die Konservative Revolution in Deutschland</u> 1918-1933. Grundriss ihrer Weltanschauungen, Stuttgart, Friedrich Vorwerk Verlag, 1950.

Dr. Carlos H. VLAEMYNCK, <u>De Meidagen van 1940</u>, Bewerkte overdruk uit het <u>Brugsch Handelsblad</u> heruitgegeven onder de auspiciën van het <u>Historisch Museum Brugge</u> v.z. w., Bruges, 1975, 96 p. + illustr.

Nous avons déjà dit l'intérêt de l'histoire locale. La plaquette de M. Carlos Vlaemynck s'inscrit dans ce courant. Il est journaliste free lance au quotidien brugeois Brugsch Handelsblad pour lequel il a écrit de nombreux articles sur des épisodes de la Seconde Guerre mondiale dans le pays de Bruges. Il en a publié ainsi une série sur mai 40. Elle a été réunie en un petit volume présenté sous les auspices de la société Historisch Museum Brugge. Le texte rehaussé de nombreuses illustrations méritait cet effort. Non pas qu'il apporte des révélations sur ce qu'on appelle, peutêtre prétentieusement, la "grande histoire". Dans ce domaine, il se contente de rappeler avec plus ou moins de bonheur ce qui est connu. Mais il remplit parfaitement son office au niveau de l'histoire locale. Il saisit au vol l'événement dans ce qu'il a de vécu par le commun des mortels. Or, Dieu sait si, en ces journées de mai 1940, le commun des mortels en a vécus, des événements ! Cela aussi appartient à l'histoire. M. Carlos Vlaemynck a la plume qu'il faut pour raconter avec talent. Il le fait aussi avec soin. Sa documentation est de qualité. Ses enquêtes sont sérieuses. L'oeuvre est originale, pleine de traits inédits, émaillée d'épisodes caractéristiques, pittoresques ou tragiques. Elle fournit aussi de nombreux extraits significatifs de la presse locale. L'illustration vaut une mention particulière. A elle seule, elle constitue un apport de valeur. La photo - l'historien l'oublierait parfois - est un document. M. Vlaemynck en publie beaucoup et d'excellentes. Elles font partie de son travail à l'égal du texte. Elles le complètent autant qu'elles l'ornent. L'ensemble est très réussi. Il faut en savoir gré à l'auteur et espérer qu'il aura des émules dans d'autres de nos villes. Car, même pour la "grande histoire", il y a beaucoup à glaner dans les études locales bien faites. Les deux démarches se donnent la réplique. L'une n'a pas à considérer l'autre de haut. Elles sont toutes deux nécessaires. Sur les deux plans, il y a encore énormément de documents et de témoignages qui dorment. Il est temps, grand temps de les sauver de l'oubli!

J. V.

Frank H. ZIEGLER, The Story of 609 Squadron - Under the White Rose, Londres, Mac Donald & Co, 1971, 352 p. + illustr.

Cet ouvrage est le quatrième dans la collection <u>Fighter Squadrons</u> of the R.A.F.; quand on pense qu'il y eut 241 <u>squadrons</u>, on se demande aussitôt si les 237 qui restent doivent encore avoir leur tour et si cela est compatible avec l'intérêt présenté par ce genre de travail.

Précisément, à ce livre qui raconte l'histoire du plus international des fighter-squadrons, nous avons néanmoins attribué la cote "très passionnant". D'abord, parce qu'il est écrit par l'officier de renseignements de l'unité pendant la Deuxième Guerre mondiale et que, du coup, grâce à lui, nous avons une toute autre perspective que le regard habituel sur les avatars des pilotes et des avions et, ensuite et surtout, parce que de nombreux Belges ont servi dans le Squadron 609. Trois Belges sont mêmes passés au commandement de l'unité pendant la guerre, unité qui fut alors connue sous le nom de six-cent-neuf-squadron.

On ne peut entrer ici dans tous les détails du récit mais il faut attirer l'attention sur le fait que l'auteur qui n'a été attaché personnellement que trois ans à l'unité, a, par un soigneux travail de recherche, recueilli des renseignements sur toute l'histoire de celle-ci de 1936 à 1957. Il a contacté presque tous les survivants, a écrit personnellement à une grande partie d'entre eux, a rassemblé des photos et des journaux personnels, a réalisé des interviews. Dans le cadre du Centre, nous ne pouvons omettre de mentionner spécialement le fait qu'il a reçu, du Ministry of Defense, communication des archives officielles et qu'il a pu utiliser des documents couverts par le crown-copyright.

Que des pilotes belges soient les vedettes d'un livre anglais sur une unité de la R.A.F. anglaise nous remplit de fierté. C'est raconté de manière tout à fait sobre, sans tirades emphatiques et héroïques, avec pimentage anecdotique. En un mot : digne d'être lu.

Carlo SEGERS

Nous publions sous cette rubrique la liste des documents reçus par le Centre (voir aussi sous la rubrique Activités du Centre, B. Archives-Bibliothèque-Collections). Nous prions tous les donateurs d'agréer l'expression de notre vive gratitude.

Septième liste clôturée le 30 septembre 1976.

Un don de Monsieur André Neufort.

Mr. André Neufort, auteur de "Il y a trente ans ... La libération de Charleroi mentionné dans le Bulletin précédent a eu la très grande générosité de faire don au Centre de l'ensemble des documents originaux qui ont servi à la documentation de son ouvrage. Nous avions, en effet, signalé la richesse iconographique du volume. Nous avons reçu ainsi une liasse comportant des tracts et journaux clandestins, papillons et photos de la libération. Qu'il trouve ici, réitérée, l'expression de nos remerciements.

A. LIVRES, PERIODIQUES, BROCHURES.

- AMBASSADE de la République Socialiste de ROUMANIE (Bruxelles): Bantea, Nicolae & Zaharia, La Roumanie dans la guerre antihitlérienne; Zaharia, La contribution de la Roumanie à la victoire sur l'Allemagne nazie; Ecobescu & Celac, La Roumanie socialiste dans les relations internationales; La Roumanie hier, aujourd'hui et demain.
- ARONOVITCH, J. (Bruxelles): 1 journal Zittaner Nachrichten, mai 1945(photocopie).
- BIBLIOTEKA UNIWERSYTECKA K.U. LUBLIN, (Lublin): Sprawa polska w czasie drugiej wojny swiatowej na arenie miedzynarodowej; Wieliczko, Informator o miejscach walk i meczenstwa ludności w powiecie jasielskim w okresie II wojny swiatowej.
- BURKEL, J-Ch. (Ciney): Le témoignage du rescapé 2236 de Breendonk; R-Ch. Yenic, Breendonck. Odyssée d'un groupe d'otages.
- BUSSELS, J. (Hechtel): Camp de Beverlo. Musée. Catalogue: De oorlog 1940-1945. Exposition 11 octobre - 20 octobre 1975.
- CERF, P. (Bruxelles) : Longtemps j'aurai mémoire.

- CHARITA, J. (Welle): L'Armée La Nation (1948-1955).
- CHARLIER, J. (Bruxelles) : Desonay, Dans le maquis.
- CLEENEWERCK DE CRAYENCOUR, I. (Bruxelles) : Affiches illustrées des deux guerres mondiales (Mémoire).
- COHEN STUART, H.G.C. (La Haye) : (par l'intermédiaire de Ludo SIMONS, Anvers) De Unie, Orgaan van de Nederlandsche Unie : 44 numéros.
- DAVIS, B.L. (Sanderstead): Flags & Standards of the Third Reich Army, Navy & Air Force (1933-1945).
- DECONINCK, N. (Nederokkerzeel): G.G.A. Livyns, pilote de chasse à la R.A.F.
- DEVREESE, D.E. (Utrecht): Signaal en Signal (éd. franç.): 43 numéros (1941-1943).
- DUNIN-WASOWICZ, K. (Varsovie) : Police; Résistance à Ravensbrück.
- FASSBENDER, H. (Bruxelles): Luchie, La Belgique au temps de l'occupation 1940-1945.
- FERRUCCIO, P. (Milan): Scritti 1915-1975.
- GEUKENS, E. (Vilvorde): Le journal "De Dag" (1934-1944), (Mémoire, R.U.G., 1974-1975).
- Comtesse GREINDL, (Bastogne): Christmas 1944 et Isle-La-Hesse.
- HACHEZ, A. (Bruxelles): La situation et les opérations de la Banque d'Emission à Bruxelles pendant l'occupation allemande: Rapport du Comité d'Enquête et ses annexes.
- HENNEQUIN (Chatelineau): 2 brochures.
- HEYSE, Th. (Bruxelles): 1 Brochure.
- HOHENGARTEN, A. (Itzig): Tiré-à-part: Wie es im Zweiten Weltkrieg (1939-1945) zur Zwangzrekrutierung Luxemburger Staatsbürger zum Nazi - Heer kam.
- HUGUEN, R. (Saint-Brieuc) : Par les nuits les plus longues.
- INSTITUT HISTORIQUE ALLEMAND DE PARIS, (Paris) : Bulletin bibliographique.
- KAIRIS, D. (Pépinster) : Sous l'oeil des miradors.
- KONGS, L. (Gand): Hier Dinaso: 36 numéros; Jong Dinaso: 8 numéros; De Dinaso-Student: 5 numéros; National-Socialisme: 1 numéro (1943); Signaal & Signal (éd. franç.): 42 numéros (1941-1943); Volksorde: 1 numéro; Dietbrand: 1 numéro; De Schakel: 1 numéro (1944).
- LAURENT, L. (Bruxelles): Important lot de coupures de presse, tracts, journaux et brochures.
- LEFRANC, P. (Paris) : 2 numéros d'Espoir.
- LEROY, M. (Bruxelles): G. Zaharia, La contribution de la Roumanie à la victoire remportée sur l'Allemagne nazie: E. Bantéa, C. Nicolae, G. Zaharia, La Roumanie dans la guerre antihitlérienne; ULB, Faculté des Scinces, Cours clandestins.
- MALHERBE, F. (Wavre): Exercice de séminaire sur la Résistance pendant la guerre 1940-1945, face à la collaboration, U.C.L., 1974-1975.
- MARTENS, Yvette (Gentbrugge): 1 numéro d'Europe Amérique, (mai 1945); 1 numéro d'ABC, mai 1945.
- MATHOT, R. (Frasnes en Fagnes): 2 articles consacrés au G.Q.G. de Hitler à Brûly-de-Pesche en juin 1940.
- MATTELAER, M. (Courtrai): 6 numéros de "Je suis partout", Het Bakkersblad, Toerisme en Hotelwezen.

- MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE (Bruxelles) : 5 numéros du clandestin de Radio Moscou.
- OTH, J. (Neufchâteau): Le courrier des prisonniers de guerre belges en 40-45, Cahiers de Philatélie n° 5.
- POIDEVIN, R. (Metz): Actes du Colloque de Metz (15-16 nov. 1974): Les relations franco-belges de 1830 à 1934.
- REYNAERS, J. (Bruxelles): Fr. Denis, Rex est mort; M. Bervaets, Een heldin, 1914-1944.
- SCHARER, M.R. (Urdorf): Die Zugehörigkeit der evangelischen Kirchengemeinden Eupen-Malmedys zur rheinischen Kirche 1940-1944.
- SEGERS, C. (Deurne): un lot de brochures et journaux belges parus en Angleterre.
- SOMERHAUSEN, L. (Bruxelles): Il y a 30 ans ... Sachsenhausen; SS im Einsatz, eine Dokumentation über die Verbrechen der SS; 11 numéros de Rappel (1972-1976); 30 numéros de Résistance Unie, XVI (1968) à XXIII (1975).
- STADSBESTUUR VAN LEUVEN, Service Archives: 3 numéros De Arbeidsman; 1 brochure VAVV.
- STEENHAUT, W. (Gand): Non! Organe mensuel de la Ligue Internationale Socialiste Anti-Guerre, 1 numéro.
- SZYFFER, Mme (Bruxelles): 9 numéros Résistance Unie.
- UNIVERSITE LIBRE DE BRUXELLES, (Bruxelles) : Sartorius, Catalogue des journaux et périodiques conservés aux Archives de l'U.L.B., t. II, L-Z.
- VAN DER BELEN, J. (Bruxelles): Kampf um's Dritte Reich, Historische Bilderfolge; Adolf Hitler, Bilder aus dem Leben des Führers; Der Staat der Arbeit und der Friedens Ein Jahr regierung Adolf Hitler; Raubstaat England.
- VANSCHOENBEEK, G. (Gand): Un lot de brochures, de tracts parachutés et de documents.
- VELGHE, E. (Tilff) : Brochure : Le Front de l'Indépendance en Ourthe-Amblève 1940-1944.
- WYNANTS, J. (Verviers) : Salle, Le fort d'Embourg.

B. DOCUMENTS, ARCHIVES.

- ANDRE, L. (Liège) : un lot de photos après libération.
- de PINCHART, H. (Bruxelles): Important lot de coupures de presse.
- DE VOS, J. (Gand): 5 photos sur le port d'Anvers après la Libération.
- GERARDY, M. (Hamois) : 6 photos.
- HENNEQUIN, (Chatelineau) : 1 lot de documents de la Légion belge.
- HERMAN, M. (Bruxelles): Rapport sous forme d'interview sur l'activité des organisations fonctionnant au Home des Invalides en faveur des Invalides, Veuves, Orphelins et Ascendants par Monsieur Léon Léonard, à la station liégeoise de la R.N.B., en juillet 45.
- HEYSE, Th. (Bruxelles): tracts.
- HOFFMANN, J. (Bruxelles): un recueil des messages transmis par un condamné à mort détenu à Wolfenbuttel.
- -HUYSMANS, Melle S. (Bruxelles): 15 photos de Belges à Londres.

- INSTITUT EMILE VANDERVELDE (Bruxelles) : discours prononcé par Louis de Brouckère à Radio Londres.
- LAVIOLETTE, A. (Bassilly): Extraits de presse sur P.H. Spaak et sur la Libération de 44.
- LEVY MORELLE, H. (Bruxelles) : discours prononcé par Pierlot (à radio Londres) en mai 40.
- MOULTON, J.L. (Woking): Quelques lettres du Lt.-Col I.L. Reeves DSO.MC à sa femme et à son père (1943-1945). L'auteur était commandant du 4th Bn.K.S.L.I. (11th Armd. Div.) dans les combats de libération d'Anvers.
- SEGERS, C. (Deurne) : Coupures de presse.
- SOFFIE, (Bruxelles) : 22 photos sur la libération et la répression.
- VAN DER BELEN, J. (Bruxelles): 131 photos "Deutschland erwacht". Militärgeographische Angaben über England. Militärgeographische Einzelangaben über England.
- VAN DOORNICK, (Bruxelles): 32 photos sur les stalags XIII A, XIII C, IX A et VIII A.
- VANSCHOENBEEK, G. (Gand): 3 pamphlets parachutés; stencils de DeVlag et autres organisations.

C. JOURNAUX PERSONNELS.

- LALOIRE, F. (Mariembourg) : Documents personnels.
- RYELANDT, D. (Orchimont) : Témoignage personnel sur Léopold III en 1945 et 1946.
- STRUYE, P.-P. (Bruxelles): 12 cahiers composant le Journal de guerre de son père.



Le présent numéro du BULLETIN a été rédigé avec le concours de MM. Alain DANTOING, Jean DUJARDIN, José GOTOVITCH, Luk KONGS, Wim MEYERS, Jan REYNAERS, Frans SELLESLAGH et Jean VANWELKEN-HUYZEN.

Secrétariat de rédaction : Alain DANTOING

Dactylographie : Anne BERNARD Tirage en offset : André FLAMEE.



DIRECTEUR - EDITEUR RESPONSABLE
JEAN VANWELKENHUYZEN

AVENUE PAUL VANDEN THOREN 36 1160 BRUXELLES